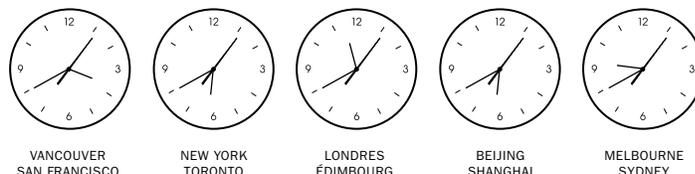


RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE

DE L'EXERCICE 2012 AUX ACTIONNAIRES

UN MONDE DE POSSIBILITÉS

CANACCORD Financière



Financière Canaccord Inc. annonce ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2012

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)¹

TORONTO, le 10 novembre 2011 – Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012 clos le 30 septembre 2011, Financière Canaccord Inc. (Canaccord, TSX : CF, AIM : CF.) a généré des produits de 119,5 millions \$ et comptabilisé une perte nette de 5,3 millions \$, ou 0,09 \$ par action ordinaire. Des éléments de la charge liée aux acquisitions totalisant 3,9 millions \$, ou 3,6 millions \$ après impôts, ont été inscrits au cours du trimestre, dont un montant de 1,4 million \$ relativement à l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities² et un montant de 1,5 million \$ se rapportant à des activités de contrôle préalable liées à une possibilité d'expansion au Royaume-Uni, que Canaccord a choisi d'abandonner. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, mesure non conforme aux IFRS, Canaccord a affiché une perte nette de 1,7 million \$, ou 0,05 \$ par action ordinaire³.

«Les investissements que nous avons faits pour accroître nos capacités en fusions et acquisitions et en consultations et pour solidifier nos activités de gestion de patrimoine nous ont aidés à tirer des résultats plus réguliers de ces activités. Malgré cela, l'incertitude économique mondiale et la volatilité des marchés qui persistent ont eu une incidence considérable sur la confiance des émetteurs et l'activité de financement de sociétés, a déclaré Paul Reynolds, président et chef de la direction de Financière Canaccord Inc. Nos résultats du trimestre reflètent la conjoncture difficile du marché, mais nous comptons sur une saine structure du capital et sommes stratégiquement positionnés pour élargir notre plateforme mondiale et accroître notre part de marché.»

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

- Produits de 119,5 millions \$, en baisse de 20 %, ou 29,8 millions \$, par rapport à 149,3 millions \$
- Charges de 126,4 millions \$, en baisse de 6 %, ou 8,3 millions \$, en regard de 134,7 millions \$
- Perte nette de 5,3 millions \$, contre un profit net de 10,3 millions \$
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) de (2,8) %, en baisse comparativement à 6,0 %^{3,4}
- Perte diluée par action ordinaire de 0,09 \$, contre un bénéfice dilué par action ordinaire de 0,12 \$

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{3,5}

- Charges de 122,5 millions \$, en baisse de 8 %, ou 10,3 millions \$, en regard de 132,8 millions \$
- Perte nette de 1,7 million \$, comparativement à un profit net de 12,1 millions \$
- RCP de (0,9) %, en baisse par rapport à 6,9 %^{3,4}
- Perte diluée par action ordinaire de 0,05 \$, contre un bénéfice dilué par action ordinaire de 0,15 \$ au deuxième trimestre de 2011

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du deuxième trimestre	1	États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	29	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	31
Lettre aux actionnaires	5	Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	30	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	32
Rapport de gestion	7	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	30	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	33

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

- Produits de 119,5 millions \$, en baisse de 25 %, ou 40,3 millions \$, par rapport à 159,8 millions \$
- Charges de 126,4 millions \$, en baisse de 12 %, ou 17,6 millions \$, en regard de 144,0 millions \$
- Perte nette de 5,3 millions \$, comparativement à un profit net de 13,2 millions \$
- RCP de (2,8) %, en baisse par rapport à 7,0 %^{3,4}
- Perte diluée par action ordinaire de 0,09 \$, contre un bénéfice dilué par action ordinaire de 0,16 \$ au premier trimestre de 2012

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{3,5}

- Charges de 122,5 millions \$, en baisse de 14 %, ou 20,6 millions \$, en regard de 143,1 millions \$
- Perte nette de 1,7 million \$, comparativement à un profit net de 14,1 millions \$
- RCP de (0,9) %, en baisse par rapport à 7,3 %^{3,4}
- Perte diluée par action ordinaire de 0,05 \$, contre un bénéfice dilué par action ordinaire de 0,17 \$ au premier trimestre de 2012

Premier semestre de l'exercice 2012 par rapport au premier semestre de l'exercice 2011

(semestre clos le 30 septembre 2011 par rapport au semestre clos le 30 septembre 2010)

- Produits de 279,3 millions \$, en baisse de 7 %, ou 21,9 millions \$, par rapport à 301,2 millions \$
- Charges de 270,4 millions \$, en baisse de 3 %, ou 8,6 millions \$, en regard de 279,0 millions \$
- Profit net de 7,9 millions \$ comparativement à 15,4 millions \$
- RCP de 2,1 %, en baisse par rapport à 4,9 %^{3,4}
- Résultat par action ordinaire (RPA) dilué de 0,07 \$, contre 0,19 \$ au premier semestre de l'exercice 2011

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions^{3,5}

- Charges de 265,6 millions \$, en hausse de 0,9 million \$, en regard de 264,7 millions \$
- Profit net de 12,5 millions \$ comparativement à 26,3 millions \$
- RCP de 3,2 %, en baisse par rapport à 8,7 %^{3,4}
- RPA dilué de 0,13 \$, contre 0,33 \$ au premier semestre de l'exercice 2011

SITUATION FINANCIÈRE À LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2012 COMPARATIVEMENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 691,1 millions \$, en hausse de 54,2 millions \$ par rapport à 636,9 millions \$
- Fonds de roulement en hausse de 176,3 millions \$, passant de 325,1 millions \$ à 501,4 millions \$
- Total des capitaux propres de 863,5 millions \$, en hausse de 183,0 millions \$ par rapport à 680,5 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 8,75 \$ à la fin de la période, en hausse de 9 %, ou 0,70 \$, en regard de 8,05 \$³
- Le 10 novembre 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 décembre 2011 aux actionnaires inscrits le 2 décembre 2011.
- Le 10 novembre 2011, la Société a également déclaré un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 janvier 2012 aux actionnaires inscrits le 16 décembre 2011.

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS

Non sectoriel et autres

- Dans le cadre du placement d'actions privilégiées de Financière Canaccord Inc. réalisé le 23 juin 2011, l'option de surallocation relative au placement d'actions privilégiées de série A de Canaccord a été exercée le 7 juillet 2011, et 540 000 actions privilégiées de série A additionnelles ont été émises.
 - Au total, Financière Canaccord Inc. a émis 4 540 000 actions privilégiées de série A pour un produit brut de 113,5 millions \$.
- Le 16 août 2011, conformément à la réglementation du Royaume-Uni, Financière Canaccord Inc. a indiqué qu'elle avait eu des discussions préliminaires avec Evolution Group PLC (Evolution) au sujet d'une possible offre d'achat des actions d'Evolution. Plus tard, le 8 septembre 2011, Canaccord a annoncé qu'aucune offre ne serait présentée.

Marchés des capitaux

- Canaccord Genuity a dirigé ou codirigé 16 opérations à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 472 millions \$⁶ au cours du T2/12.
- Canaccord Genuity a participé à 95 opérations à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 1,2 milliard \$⁶ au cours du T2/12.
- Au cours du T2/12, Canaccord Genuity a dirigé ou codirigé les opérations suivantes :
 - placement de 230,0 millions \$ CA pour Wi-LAN Inc. à la Bourse de Toronto;
 - placement de 103,1 millions \$ CA pour EcoSynthetix Inc. à la Bourse de Toronto;
 - placement de 65,1 millions \$ CA pour Nevada Copper Corp. à la Bourse de Toronto;
 - placement de 60,0 millions \$ CA pour Pinecrest Energy Inc. à la Bourse de croissance TSX;
 - placement de 57,6 millions \$ CA pour Avion Gold Corporation à la Bourse de Toronto;
 - placement de 41,9 millions \$ CA pour Claymore Silver Bullion Fund à la Bourse de Toronto;
 - placement de 38,4 millions \$ CA pour PNG Gold Corp. à la Bourse de croissance TSX;
 - placement de 33,9 millions \$ CA pour Galane Gold Mines Ltd. à la Bourse de croissance TSX;
 - placement de 30,4 millions \$ US pour Kit Digital Inc. sur le NASDAQ.

- Canaccord Genuity a comptabilisé des produits tirés des services de consultation de 21,7 millions \$ au cours du T2/12, soit un bond de 67 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du T2/12, Canaccord Genuity a été conseiller dans le cadre des opérations de fusions et acquisitions et de consultations suivantes :
 - conseiller d'Alteris Renewables Inc. dans le cadre de son acquisition par Real Goods Solar;
 - conseiller d'AIM Health Group Inc. dans le cadre de son acquisition par Imperial Capital Group Ltd.;
 - conseiller de Premier Gold Mines Limited dans le cadre de son acquisition de Goldstone Resources Inc.;
 - conseiller de ChemGenex Pharmaceuticals Limited dans le cadre de son acquisition par Cephalon, Inc.;
 - conseiller de Kanetix Ltd. dans le cadre de la vente d'une participation majoritaire à Monitor Clipper Partners;
 - conseiller de Kruger Products LP dans le cadre d'un placement privé de 211 millions \$ US de titres de créance;
 - conseiller auprès des porteurs de billets de Crompton Petroleum dans le cadre d'une restructuration de la dette et du placement de 50 millions \$ de droits en garantie;
 - conseiller dans le cadre de la vente de certains actifs de Brompton Corp. et de Morrison Williams Investment Management;
 - conseiller de Northgate Minerals dans le cadre de son entente annulée avec Primero Mining.
- Canaccord Genuity s'est classée au 7^e rang pour le total et la valeur totale des opérations de placement privé d'actions (PPA) réalisées aux États-Unis au cours des neuf premiers mois de l'année civile 2011 ⁷.

Gestion de patrimoine

- Gestion de patrimoine Canaccord a comptabilisé un résultat net avant impôts de 1,9 million \$ au T2/12.
- Les actifs sous administration se sont inscrits à 14,6 milliards \$, en hausse de 5 % par rapport à 13,9 milliards \$ à la fin du T2/11 et en baisse de 7 % par rapport à 15,7 milliards \$ à la fin du T1/12 ³.
- Les actifs sous gestion se sont élevés à 574 millions \$, en hausse de 21 % par rapport à 473 millions \$ à la fin du T2/11, et sont demeurés pratiquement inchangés par rapport à 575 millions \$ à la fin du T1/12 ³.
- Au 30 septembre 2011, Canaccord comptait 271 équipes de conseillers ⁸, en baisse de 9 comparativement à 280 équipes de conseillers au 30 septembre 2010 et en hausse de 8 par rapport à 263 équipes de conseillers au 30 juin 2011.
 - Cette baisse en regard de la période correspondante du dernier exercice est en grande partie attribuable à l'examen stratégique de notre division de gestion de patrimoine qui est en cours ainsi qu'à la conversion de succursales à la plateforme de gestion de patrimoine indépendante (GPI), faisant en sorte que chaque succursale est dirigée par un conseiller en placement et représente une équipe de conseillers en placement.
- Au cours du deuxième trimestre de l'exercice de Canaccord, la plateforme de GPI a gagné deux succursales et en a fermé une :
 - une deuxième succursale de GPI a ouvert ses portes à Gatineau, au Québec, le 29 septembre 2011;
 - la succursale de Québec, au Québec, s'est convertie à la plateforme de GPI le 1^{er} août 2011.
- Gestion de patrimoine Canaccord compte maintenant 32 succursales au Canada, dont 20 ont été converties à la plateforme de GPI.
- Au cours du trimestre, Gestion de patrimoine Canaccord a annoncé son association avec fi360 Canada afin d'offrir aux conseillers de Canaccord le titre professionnel d'Accredited Investment Fiduciary Professional (AIFP). Le titre professionnel atteste de la réussite de l'un des programmes de formation professionnelle les plus avancés offerts aux conseillers en placement sur les normes de diligence relatives aux fiduciaires.

Événements survenus après le 30 septembre 2011

- Le 18 octobre 2011, Financière Canaccord Inc. a annoncé le départ de M. Mark Maybank, chef de l'exploitation de Financière Canaccord Inc. et président de La Corporation Canaccord Genuity.
 - Les responsabilités associées au rôle de M. Maybank ont été réattribuées à d'autres postes de la direction.
- Le 24 octobre 2011, M. Matthew Gaasenbeek a été nommé président de la division canadienne du groupe Marchés des capitaux de La Corporation Canaccord Genuity.
 - M. Gaasenbeek supervisera tous les aspects des activités menées par Canaccord Genuity sur les marchés des capitaux canadiens, y compris le financement de sociétés, la recherche, les ventes institutionnelles et les activités de négociation, les opérations sur titres à revenu fixe, les activités internationales de négociation et les activités de négociateur inscrit.
- Le 1^{er} novembre 2011, Financière Canaccord Inc. a clôturé l'acquisition de BGF Equities. La contrepartie versée par Canaccord pour la participation de 50 % dans BGF Equities a totalisé 40,2 millions \$ AU (42,2 millions \$ CA). La participation de 50 % a été acquise moyennant l'acquisition d'actions auprès de certains actionnaires existants et d'actions autodétenues, comme suit :
 - acquisition de 14,7 millions \$ AU d'actions existantes de BGF Equities principalement auprès d'actionnaires passifs qui ne sont pas des dirigeants;
 - émission de 5,5 millions \$ AU ⁹ d'actions ordinaires de Canaccord (actions de contrepartie) à l'intention des principaux dirigeants de Canaccord BGF;
 - souscription de 20,0 millions \$ AU d'actions autodétenues dans Canaccord BGF.

Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) présentées comprennent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions sont des coûts engagés et des frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et que celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS DE LA CHARGE LIÉE AUX ACQUISITIONS

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Total des produits selon les IFRS	119 500 \$	149 285 \$	(20,0) %	279 283 \$	301 202 \$	(7,3) %
Total des charges selon les IFRS	126 396	134 676	(6,1) %	270 430	278 962	(3,1) %
<i>Éléments de la charge liée aux acquisitions comptabilisés dans le secteur Canaccord Genuity</i>						
Frais connexes aux acquisitions – Marchés des capitaux Genuity (Genuity)	—	—	—	—	10 990	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions – BGF	1 443	—	négl.	1 443	—	négl.
Amortissement des immobilisations incorporelles – Genuity	930	1 827	(49,1) %	1 860	3 266	(43,0) %
<i>Éléments de la charge liée aux acquisitions comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Frais connexes aux acquisitions – projets d'acquisitions abandonnés	1 513	—	négl.	1 513	—	négl.
Total des éléments de la charge liée aux acquisitions	3 886	1 827	112,7 %	4 816	14 256	(66,2) %
Total des charges compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions	122 510	132 849	(7,8) %	265 614	264 706	0,3 %
Résultat net avant impôts sur le résultat – rajusté	(3 010) \$	16 436 \$	(118,3) %	13 669 \$	36 496 \$	(62,5) %
Résultat net – rajusté	(1 665) \$	12 078 \$	(113,8) %	12 460 \$	26 269 \$	(52,6) %
Résultat par action ordinaire – de base, rajusté	(0,05) \$	0,16 \$	(131,3) %	0,14 \$	0,37 \$	(62,2) %
Résultat par action ordinaire – dilué, rajusté	(0,05) \$	0,15 \$	(133,3) %	0,13 \$	0,33 \$	(60,6) %

négl. : négligeable

¹⁾ Tel qu'il est exigé par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) en date du 1^{er} avril 2011. Toutes les données financières de l'exercice 2012 sont conformes aux IFRS et toutes les données financières comparatives des quatre trimestres de l'exercice 2011 ont été retraitées et présentées selon les IFRS.

²⁾ Le 31 juillet 2011, Canaccord a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd., communément appelée BGF Equities. L'opération a été réalisée le 1^{er} novembre 2011, après la clôture du T2/12.

³⁾ Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» ci-dessus.

⁴⁾ Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP pour le trimestre correspond au résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires pour la période divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» ci-dessus.

⁵⁾ Les éléments de la charge liée aux acquisitions se rapportent aux acquisitions indiquées à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» ci-dessus.

⁶⁾ Source : FP Infomart et données de la Société

⁷⁾ Source : Placement Tracker

⁸⁾ Les équipes de conseillers comprennent généralement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

⁹⁾ Un total de 623 796 actions de contrepartie ont été émises, calculé d'après le cours moyen pondéré selon le volume des actions de Canaccord à la Bourse de Toronto pour la période de 20 jours de négociation consécutifs close le troisième jour de négociation précédant la réalisation de l'opération. Selon cette méthode d'évaluation, les actions ont été évaluées à 5,3 millions \$ AU.

Lettre aux actionnaires

Bien que nous soyons satisfaits du rendement relatif de certaines divisions de Canaccord dans le contexte économique actuel, dans l'ensemble, nos résultats du trimestre traduisent le repli des marchés mondiaux et la nette contraction de l'activité de financement de sociétés. Le deuxième trimestre de l'exercice a été caractérisé par l'extrême volatilité des marchés, l'incertitude grandissante à l'égard du contexte économique et la baisse de la confiance des investisseurs et des émetteurs. Ce contexte macroéconomique difficile a pesé sur nos activités sur les marchés des capitaux, à l'image de tous les participants au secteur.

À l'échelle mondiale, Financière Canaccord a généré des produits des activités ordinaires de 119,5 millions \$, soit 20 % de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits tirés de nos activités de fusions et acquisitions et de consultations ainsi que de notre division de gestion de patrimoine ont été plutôt résilients dans cette conjoncture défavorable; cependant, la mise en veilleuse de l'activité de financement de sociétés au cours du trimestre a grandement nuí au rendement de notre division des marchés des capitaux.

Bien que nous continuions d'apporter des changements opérationnels afin d'accroître l'efficacité de nos activités, notre rendement global a souffert de la chute abrupte des produits des activités ordinaires. Canaccord a comptabilisé une perte nette de 5,3 millions \$ au cours du trimestre, qui comprend les frais connexes aux acquisitions et à d'autres initiatives de croissance entreprises pendant cette période de bouleversement des marchés. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions totalisant 3,9 millions \$ (3,6 millions \$ après impôts), la Société a inscrit une perte nette de 1,7 million \$, ou 0,05 \$ par action ordinaire.

S'établissant à 126,4 millions \$, les charges pour le trimestre ont baissé de 6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. S'il est vrai que la charge de rémunération a diminué dans l'ensemble de la Société en raison d'une baisse des produits des activités ordinaires, certaines charges opérationnelles ont augmenté en faveur de l'expansion de notre équipe mondiale. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, les frais de Canaccord ont été 7,8 % moins élevés qu'au trimestre correspondant de l'exercice 2011.

Les changements structurels annoncés au dernier trimestre sont bien avancés. La composition de notre direction a été simplifiée, nous avons pris des décisions sélectives de sorte à réduire le nombre d'employés dans l'ensemble de la Société (particulièrement dans les régions géographiques les plus touchées) et nous sommes en voie de fournir plus de renseignements à nos clients des services en ligne afin de réduire les frais connexes.

La robustesse de notre bilan demeure pour nous un important facteur de différenciation pendant cette période de turbulence, celle-ci nous plaçant en excellente position pour une éventuelle recrudescence de l'activité et nous permettant d'être un acheteur potentiel d'actifs stratégiquement importants et sous-évalués alors que persiste la dislocation des marchés.

CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 69,4 millions \$ au deuxième trimestre, soit une diminution de 28,4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent qui résulte surtout du recul de l'activité de financement de sociétés dans l'ensemble de nos régions géographiques. Cependant, ce ne sont pas toutes nos activités sur les marchés des capitaux qui ont été touchées aussi sévèrement.

Nous sommes particulièrement heureux de la résilience affichée par nos activités de consultations dans un tel contexte économique. Les honoraires de consultation du trimestre se sont établis à 21,7 millions \$, soit une hausse de 67 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2011, ce qui témoigne de la qualité de nos équipes élargies de fusions et acquisitions et de consultations. Nous sommes également fiers des possibilités que nos bureaux de vente et de négociation ont été en mesure de dénicher pour nos clients pendant cette période marquée par la grande incertitude des investisseurs. S'établissant à 26,0 millions \$, les produits tirés des commissions ont enregistré une baisse de 13,6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui correspond tout de même à un excellent rendement compte tenu de la conjoncture de marché exceptionnellement volatile qui a prévalu au cours du trimestre.

Nos activités au Royaume-Uni ont continué de faire face à une conjoncture morose; cependant, nous sommes toujours persuadés que des possibilités d'envergure verront le jour dans ce marché une fois que le climat économique sera stabilisé en Europe. Entre-temps, la force de notre plateforme mondiale procurera un soutien suffisant à nos activités dans cette région alors que nous cherchons à affermir notre part de marché et à mieux positionner Canaccord Genuity en vue d'une éventuelle reprise. En dépit de la conjoncture défavorable, notre équipe a été en mesure de tirer parti de possibilités du marché pour réaliser des placements pour le compte de nos clients. Plus récemment, nous avons codirigé une opération de 46 millions £ pour Rockhopper Exploration PLC à l'AIM.

Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont aussi fait face à des obstacles au cours du deuxième trimestre de l'exercice. Si les produits des activités ordinaires ont enregistré une baisse moins importante que dans les autres régions géographiques, nos activités languissantes aux États-Unis se traduisent présentement par de plus petites marges bénéficiaires. À mesure que nous poursuivrons notre expansion et ajouterons des services à l'intention de nos clients aux États-Unis, les affaires dans cette région devraient plus facilement résister aux fluctuations des produits.

Nos activités en Chine ont récemment démontré l'importance de notre percée sur ce marché lorsque Daylight Energy Ltd. a annoncé notre nomination à titre de conseiller principal dans le cadre de son acquisition par Sinopec. Excellent exemple du type d'affaires que nous sommes en train de développer dans le marché de Canaccord Genuity Asia, ce mandat renforce les capacités de nos activités en Chine et affermit nos relations avec les clients.

Après la fin du trimestre, le 1^{er} novembre, nous avons clôturé l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities, en Australie, et changé la dénomination sociale de la société pour Canaccord BGF. Nous entrevoyons d'importantes possibilités en Australie et à Hong Kong et croyons avoir trouvé des partenaires exceptionnels pour étendre notre présence dans la région de l'Asie-Pacifique. Les occasions d'affaires en Australie sont excellentes, et la contribution de Canaccord BGF à notre performance opérationnelle devrait immédiatement se faire sentir. Dans l'avenir, les résultats de Canaccord BGF seront consolidés dans notre division des marchés des capitaux.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD

Nos activités de gestion de patrimoine ont encore une fois démontré leur robustesse, affichant au cours du trimestre une rentabilité soutenue malgré le contexte économique difficile. Gestion de patrimoine Canaccord a généré des produits des activités ordinaires de 47,4 millions \$, en hausse de 6,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et un profit net avant impôts sur le résultat de 1,9 million \$.

Le rendement des marchés a pesé sur les actifs sous administration au cours du trimestre, malgré les rentrées nettes d'actifs. Au 30 septembre, les actifs sous administration s'inscrivaient à 14,6 milliards \$, soit une augmentation de 5,3 % en glissement annuel, mais une diminution de 6,6 % en regard du trimestre précédent. De nouveaux actifs nets ont également été ajoutés à notre plateforme de comptes sous gestion, de sorte que les actifs sous gestion sont demeurés relativement stables malgré les replis des marchés.

Gestion de patrimoine Canaccord a compté plus d'équipes de conseillers ce trimestre, ce qui s'explique en partie par l'attestation de nouveaux conseillers ayant maintenant acquis trois années d'expérience et réussi la formation exigée. Nous avons aussi recruté de façon sélective des conseillers qui partagent nos valeurs et qui répondent à nos normes en matière de service à la clientèle. Au cours du trimestre, quatre équipes de conseillers ont été ajoutées à notre bassin de conseillers national.

PERSPECTIVES

Notre secteur a enregistré de nombreuses variations au cours des derniers exercices, et, dans ce contexte de turbulence des marchés, nous avons poursuivi notre meilleure stratégie, c'est-à-dire placer nos clients au centre de nos préoccupations. Cette approche fondamentale nous permet de nouer des relations à long terme, de gagner la confiance de notre clientèle toujours croissante et d'orienter notre vision de Canaccord alors que nous naviguons dans ce contexte économique mondial et dynamique.

L'environnement de marché défavorable persiste, mais je suis satisfait de la capacité de notre équipe à créer de la valeur pour nos clients en trouvant des occasions d'affaires et en en tirant parti. La volatilité des marchés et l'incertitude à l'égard du contexte économique demeureront d'importants facteurs qui influenceront l'activité de financement de sociétés; toutefois, les occasions de transactions qui se présentent à nous demeurent excellentes, et nous sommes persuadés de renouer avec une activité vigoureuse une fois que les marchés se seront stabilisés.

Nous avons confiance en la stratégie adoptée pour Canaccord et en l'accent soutenu que nous mettons sur la croissance. Les investissements que nous faisons pour étendre notre plateforme mondiale, améliorer notre offre de services et gagner des parts de marché jettent de solides bases en vue d'une éventuelle reprise des marchés. Comme il a été démontré au cours du trimestre, nous sommes engagés à évaluer toutes les possibilités qui pourraient ajouter une valeur à long terme significative pour nos clients et actionnaires, mais nous conservons une approche très prudente, c'est-à-dire que seules les possibilités présentant une vraie complémentarité stratégique et culturelle et favorisant les résultats seront ultimement poursuivies. Ces critères ont jusqu'à maintenant assuré la croissance de nos activités, et ils continueront d'être des facteurs déterminants de notre stratégie axée sur la croissance dans l'avenir.

Le président et chef de la direction,



PAUL D. REYNOLDS

Financière Canaccord Inc.

Rapport de gestion

Deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2012 clos le 30 septembre 2011 – ce document est daté du 10 novembre 2011.

Le présent rapport de gestion de Financière Canaccord Inc. (Canaccord ou la Société) vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et nos résultats opérationnels du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2011 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2011 sont aussi désignés par les termes «deuxième trimestre de 2012», «T2/12», «deuxième trimestre de l'exercice 2012» et «premier semestre de l'exercice 2012». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2011, qui commencent à la page 29 du présent rapport, la notice annuelle datée du 1^{er} juin 2011 et le rapport de gestion annuel de 2011, y compris les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2011 (états financiers consolidés annuels audités), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 17 mai 2011 (rapport annuel). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2011, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. La Société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) à compter du premier trimestre de 2012; par conséquent, l'information financière présentée dans le présent document, y compris l'information comparative, est préparée selon les IFRS à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités préparés selon les IFRS.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des «énoncés prospectifs» (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les croyances, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cibler», «avoir l'intention de», «entendre», «pouvoir» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires et annuels de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés à l'adresse www.sedar.com, ainsi que les facteurs dont il est question à la rubrique «Risques» du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique «Perspectives pour l'exercice 2012» du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires et annuels de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. La Société met les lecteurs en garde contre le fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les énoncés prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des «perspectives financières» au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Passage aux Normes internationales d'information financière

Tel qu'il est exigé par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) en date du 1^{er} avril 2011. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2011 (états financiers du deuxième trimestre de 2012) ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), selon les méthodes comptables que la Société prévoit adopter pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels de l'exercice prenant fin le 31 mars 2012.

La Société a préparé les états financiers de son deuxième trimestre de 2012 conformément aux dispositions de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Les états financiers du deuxième trimestre de 2012 contiennent de l'information comparative au 30 septembre 2010 et au 31 mars 2011, et pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2010 qui a aussi été présentée selon les IFRS. La note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 juin 2011 (états financiers du premier trimestre de 2012) fournit des explications sur le passage aux IFRS, notamment sur les choix initiaux à faire à la première application des IFRS et les modifications des méthodes comptables, et présente un rapprochement des montants antérieurement présentés selon les PCGR du Canada avec les montants présentés selon les IFRS à des fins de comparaison.

Adoption des IFRS

Se reporter à la note 5 des états financiers du premier trimestre de 2012 pour obtenir une description détaillée des principales méthodes comptables adoptées par la Société au moment du passage aux IFRS. En outre, la rubrique «Passage aux Normes internationales d'information financière» du rapport de gestion du trimestre clos le 30 juin 2011 comprend une description visant à fournir un aperçu général de l'incidence de l'adoption des IFRS, notamment sur l'information financière comparative présentée dans nos états financiers du premier trimestre de 2012. Notre évaluation de l'incidence de l'adoption des IFRS et les conclusions tirées à cet égard n'ont pas changé par rapport à celles présentées dans notre rapport de gestion du trimestre clos le 30 juin 2011. Cette description n'est pas une liste exhaustive de toutes les différences relevées entre les PCGR du Canada et les IFRS.

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Canaccord comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS, qui sont communes aux aspects de la gestion de patrimoine du secteur des services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des actifs des clients administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CC* et *Compte géré CC*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments de la charge liée aux acquisitions sont des coûts engagés et des frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions» à la page 13.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

Financière Canaccord Inc., par l'entremise de ses principales filiales, est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 49 bureaux à l'échelle mondiale, dont 32 bureaux de Gestion de patrimoine d'un bout à l'autre du Canada. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à la Barbade.

Financière Canaccord Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de Canaccord sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A.

Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés boursiers nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

Le deuxième trimestre a été marqué par l'accentuation des tendances à l'aversion au risque qui ont vu le jour au trimestre précédent. Les tensions sur les marchés ont culminé au mois d'août, les investisseurs s'inquiétant de la capacité des décideurs de jongler avec les répercussions de la grande récession de 2008 et de 2009. De nombreuses catégories d'actifs ont connu leur pire trimestre depuis le début de la crise financière en 2008. Les marchés des capitaux ont encore une fois pâti de la volatilité accrue et du brusque retour de l'aversion au risque dans les portefeuilles des clients. Tous ces éléments ont nui à la vigueur des activités de prise ferme de même qu'au volume des négociations sur les marchés secondaires.

Les marchés boursiers en particulier ont subi des conséquences défavorables. L'indice Dow Jones et le S&P/TSX ont tous deux reculé de plus 12 % au cours du trimestre, mais ce recul n'est qu'un pâle reflet du niveau de volatilité atteint sur les marchés. Mesurant la volatilité des marchés boursiers américains, l'indice VIX est passé d'un niveau inférieur à 20 à un niveau supérieur à 40 au cours du trimestre, ce qui représente un bond de 160 %. Pendant la même période, l'indice Dow Jones a connu des variations de plus de 200 points au cours de 18 journées, notamment quatre jours consécutifs au mois d'août où des mouvements de 400 points ont été enregistrés. Les marchandises exposées au cycle économique ont été frappées encore plus durement, le pétrole ayant baissé de plus de 17 % et le cuivre, de 26 % au cours du trimestre. Valeur refuge classique pendant des périodes de bouleversements, l'or a connu un bon trimestre, affichant une hausse de plus de 8 % pour dépasser les 1 600 \$ US l'once, sans toutefois être à l'abri de grandes variations, se négociant à un peu plus de 14 % en deçà de son sommet historique de 1 900 \$ US l'once à la fin du trimestre. Le mouvement vers les valeurs refuge a permis au dollar américain de s'apprécier d'environ 8 % par rapport à l'euro et au dollar canadien.

Les vives préoccupations à l'égard des nombreux problèmes structurels auxquels font face diverses économies marqueront la mémoire des investisseurs. Plus particulièrement, ces problèmes comprennent le report continu d'une solution définitive à la crise européenne, la résolution indubitablement difficile de la situation financière aux États-Unis, le désendettement et l'incertitude des politiques visant à répondre aux craintes relatives à l'inflation dans les marchés émergents.

Bien que la croissance mondiale devrait demeurer positive mais anémique à moyen terme, nous prévoyons que la crise politique et économique en Europe continuera de menacer l'économie mondiale. D'ici à ce qu'une solution soit trouvée pour les États fortement endettés de l'Union européenne, les marchés sont susceptibles de rester volatils et les activités de financement de sociétés devraient continuer à tourner au ralenti. Aux États-Unis, les données économiques annoncent encore que la croissance économique tire à sa fin, mais leur vigueur quelque peu surprenante donne lieu à un optimisme prudent.

Dans ce contexte, nous croyons qu'un environnement sain pour les activités sur les marchés des capitaux réapparaîtra en temps opportun. Nous continuons d'afficher un optimisme prudent quant à la vigueur que reprendront bientôt les activités d'investissement des sociétés axées sur les ressources et des entreprises industrielles diversifiées. À mesure que renaîtra la confiance dans la reprise économique, les sociétés disposant de liquidités augmenteront probablement leurs dépenses d'investissement. Les activités mondiales de fusions et acquisitions en particulier devraient continuer de se multiplier.

Données sur le marché

Les valeurs de financement à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX ont augmenté modérément par rapport à la période correspondante de 2011 et sont moins élevées qu'au trimestre précédent. À l'AIM et au NASDAQ, elles ont considérablement diminué en regard du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Dans nos principaux secteurs d'activité à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, les financements ont diminué de 9,7 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent et ont reculé de 28,1 % par rapport au trimestre précédent. Le secteur de la biotechnologie a bondi de 73 % par rapport au trimestre précédent et de 114,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, alors que la plupart des secteurs clés de Canaccord ont enregistré un recul. Les financements dans le secteur de la technologie ont baissé de 66,7 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, tout en marquant une importante hausse de 193,7 % par rapport au trimestre précédent.

Dans nos principaux secteurs d'activité à l'AIM, les financements ont glissé de 12,2 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 34,9 % par rapport au trimestre précédent. La majorité des principaux secteurs de Canaccord ont affiché des augmentations par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2011, mais des diminutions par rapport au trimestre précédent, à l'exception du secteur de la technologie qui a enregistré une importante hausse de 287,6 % comparativement au trimestre précédent.

VALEUR TOTALE DU FINANCEMENT PAR BOURSE

	Juillet 2011	Août 2011	Septembre 2011	T2/12	Variation par rapport au T2/11	Variation par rapport au T1/12
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	2,9	3,2	4,3	10,4	28,4 %	(31,1) %
AIM (en milliards £)	0,3	0,2	0,2	0,7	(46,2) %	(36,4) %
NASDAQ (en milliards \$ US)	2,7	0,6	1,7	5,0	(38,3) %	(67,1) %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

VALEUR DE FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS À LA BOURSE DE TORONTO ET À LA BOURSE DE CROISSANCE TSX

(en millions \$ CA, sauf les pourcentages)	Juillet 2011	Août 2011	Septembre 2011	T2/12	Variation par rapport au T2/11	Variation par rapport au T1/12
Pétrole et gaz	33,7	418,9	638,7	1 091,3	(48,7) %	(74,2) %
Mines	362,4	855,6	160,1	1 378,1	(10,9) %	(3,5) %
Biotechnologie	3,8	77,1	25,0	105,9	114,4 %	73,0 %
Médias	—	—	—	—	(100,0) %	(100,0) %
Immobilier	335,8	782,5	241,7	1 360,0	38,2 %	(2,1) %
Technologie	—	—	230,0	230,0	(66,7) %	193,7 %
Total pour les secteurs pertinents	735,7 \$	2 134,1 \$	1 295,5 \$	4 165,3 \$	(9,7) %	(28,1) %

Source : FP Infomart

VALEUR DE FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS À L'AIM

(en millions £, sauf les pourcentages)	Juillet 2011	Août 2011	Septembre 2011	T2/12	Variation par rapport au T2/11	Variation par rapport au T1/12
Pétrole et gaz	100,0	19,3	142,9	262,2	(24,7) %	(21,9) %
Mines	32,6	40,7	58,8	132,1	(2,1) %	(52,9) %
Soins de santé	3,1	—	4,3	7,4	51,0 %	(87,8) %
Médias	2,9	1,4	0,3	4,6	31,4 %	(68,5) %
Technologie	30,0	20,2	2,9	53,1	66,5 %	287,6 %
Total pour les secteurs pertinents	168,6 £	81,6 £	209,2 £	459,4 £	(12,2) %	(34,9) %

Source : Statistiques LSE AIM

Activités de Canaccord

Les activités de Financière Canaccord Inc. se divisent essentiellement entre deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placements, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine. Actuellement, les activités en Chine se limitent à la consultation. Canaccord détient aussi une participation de 50 % dans Canaccord BGF, qui fournit une vaste gamme de services de financement de sociétés et de gestion de patrimoine à des clients en Australie et à Hong Kong. Les activités de Canaccord BGF sont considérées comme faisant partie de la plateforme mondiale de Canaccord Genuity.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 750 sociétés dans nos secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, agriculture et fertilisants, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation, immobilier, infrastructures, développement durable et technologies propres, transport et produits industriels, papier et produits forestiers, fiducies de placement, services de soutien et produits structurés.
- Nos bureaux de vente et de négociation exécutent les opérations rapidement pour plus de 2 000 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionnent comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à son effectif de plus de 150 spécialistes de haut niveau en financement de sociétés, Canaccord Genuity fait bénéficier ses clients de sa solide connaissance du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre des opérations de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des profits et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

Gestion de patrimoine Canaccord

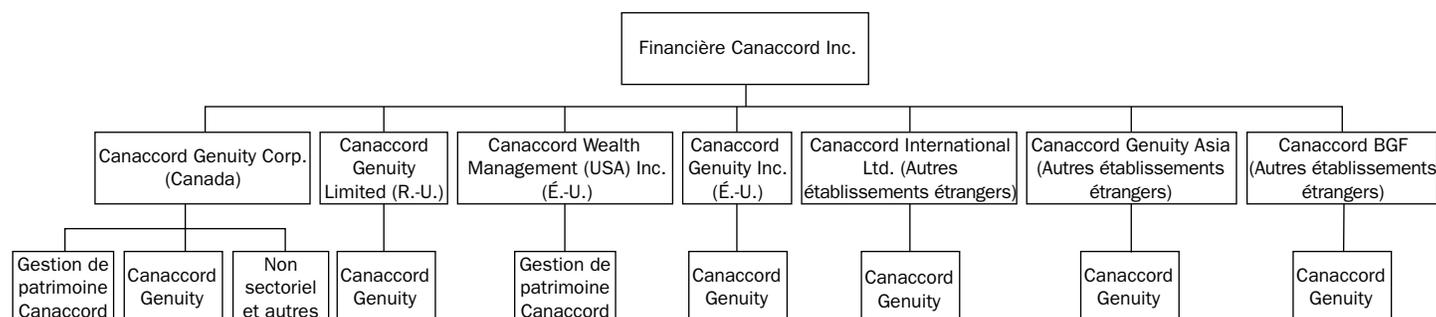
Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, Gestion de patrimoine Canaccord offre aux particuliers des solutions et des services complets de gestion de patrimoine. Conscients de la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients, les conseillers en placement de Gestion de patrimoine Canaccord s'attachent à fournir des services financiers personnalisés et ont accès à un éventail complet de solutions de planification financière pour répondre aux besoins de leurs clients. De nombreux conseillers en placement de Gestion de patrimoine Canaccord ont obtenu des titres professionnels supérieurs liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou gestionnaire des placements agréé, et tous peuvent consulter en permanence des experts qui se spécialisent en planification financière et solutions d'assurance. Gestion de patrimoine Canaccord a fait de la technologie une priorité en outillant nos conseillers des meilleurs logiciels et systèmes technologiques de pointe. Si l'on ajoute à cela le solide programme de formation en ligne et sous forme de séminaires offert par Gestion de patrimoine Canaccord, nos conseillers en placement disposent de l'information et des outils nécessaires pour répondre aux besoins et aux objectifs financiers particuliers de chaque client de Gestion de patrimoine Canaccord.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers sur les opérations de financement de sociétés et les opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise



RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DES DONNÉES DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE DE 2012^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre			T2/12 par rapport au T2/11	Semestres clos les 30 septembre			Cumul de l'exercice 2012 par rapport au cumul de l'exercice 2011
	2011	2010	2009		2011	2010	2009	
	IFRS	IFRS	PCGR du Canada		IFRS	IFRS	PCGR du Canada	
Financière Canaccord Inc.								
Produits des activités ordinaires								
Commissions	60 299 \$	63 002 \$	56 628 \$	(4,3) %	121 327 \$	125 258 \$	112 084 \$	(3,1) %
Financement de sociétés	29 799	51 236	32 366	(41,8) %	89 657	107 137	78 956	(16,3) %
Honoraires de consultation	21 664	13 215	15 254	63,9 %	44 195	33 936	24 550	30,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	(1 379)	9 597	11 589	(114,4) %	574	15 555	23 059	(96,3) %
Intérêts	7 590	5 436	3 121	39,6 %	15 447	8 580	6 597	80,0 %
Divers	1 527	6 799	4 786	(77,5) %	8 083	10 736	15 961	(24,7) %
Total des produits des activités ordinaires	119 500 \$	149 285 \$	123 744 \$	(20,0) %	279 283 \$	301 202 \$	261 207 \$	(7,3) %
Charges								
Rémunération au rendement	61 838	70 538	63 966	(12,3) %	139 452	143 023	132 429	(2,5) %
Salaires et avantages du personnel	14 163	16 322	13 983	(13,2) %	31 280	32 138	27 785	(2,7) %
Autres charges indirectes ⁴	47 439	47 816	37 934	(0,8) %	96 742	92 811	77 137	4,2 %
Frais connexes à l'acquisition	2 956	—	—	négl.	2 956	10 990	—	(73,1) %
Total des charges	126 396 \$	134 676 \$	115 883 \$	(6,1) %	270 430 \$	278 962 \$	237 351 \$	(3,1) %
Résultat avant impôts sur le résultat	(6 896)	14 609	7 861	(147,2) %	8 853	22 240	23 856	(60,2) %
Résultat net	(5 278)	10 251	6 746	(151,5) %	7 917	15 423	15 858	(48,7) %
Résultat par action ordinaire – dilué	(0,09)	0,12	0,12	(175,0) %	0,07	0,19	0,28	(63,2) %
Rendement des capitaux propres moyens								
attribuables aux actionnaires ordinaires ⁵	(2,8) %	6,0 %	6,9 %	(8,8) p.p.	2,1 %	4,9 %	8,3 %	(2,8) p.p.
Dividendes par action ordinaire	0,10	0,05	0,05	100,0 %	0,20	0,10	0,05	100,0 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁶	8,75	8,05	6,78	8,8 %				
Total de l'actif	5 665 166	5 261 916	3 407 005	7,7 %				
Total du passif	4 801 673	4 581 386	3 018 780	4,8 %				
Total des capitaux propres	863 493	680 530	388 225	26,9 %				
Nombre d'employés	1 710	1 631	1 539	4,8 %				
Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions⁷								
Total des charges	122 510 \$	132 849 \$	115 883 \$	(7,8) %	265 614 \$	264 706 \$	237 351 \$	0,3 %
Résultat avant impôts sur le résultat	(3 010)	16 436	7 861	(118,3) %	13 669	36 496	23 856	(62,5) %
Résultat net	(1 665)	12 078	6 746	(113,8) %	12 460	26 269	15 858	(52,6) %
Résultat par action ordinaire – dilué	(0,05)	0,15	0,12	(133,3) %	0,13	0,33	0,28	(60,6) %

¹ La Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Par conséquent, les données du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2011 et des périodes comparatives closes le 30 septembre 2010 sont conformes aux IFRS. Les chiffres du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2009 sont conformes aux PCGR du Canada. Voir la rubrique «Passage aux Normes internationales d'information financière» à la page 7.

² Les données sont considérées comme étant conformes aux IFRS/PCGR du Canada, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, le nombre d'employés et les chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions.

³ Les données comprennent les résultats de Marchés des capitaux Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de The Balloch Group Limited depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

⁴ Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les charges d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

⁵ Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2012 correspond au résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires pour la période divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période.

⁶ La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

⁷ Le résultat net et le résultat dilué par action ordinaire, compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, tiennent compte de l'incidence des impôts sur les ajustements découlant de ces éléments de la charge liée aux acquisitions. Se reporter au tableau «Principales informations financières compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions» ci-après.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS DE LA CHARGE LIÉE AUX ACQUISITIONS ^{1,2}

<i>(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Total des produits selon les IFRS	119 500 \$	149 285 \$	(20,0) %	279 283 \$	301 202 \$	(7,3) %
Total des charges selon les IFRS	126 396	134 676	(6,1) %	270 430	278 962	(3,1) %
<i>Éléments de la charge liée aux acquisitions comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
<i>Éléments liés aux acquisitions – Marchés des capitaux</i>						
Genuity (Genuity)	—	—	—	—	10 990	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions – BGF Equities (BGF)	1 443	—	négl.	1 443	—	négl.
Amortissement des immobilisations incorporelles – Genuity	930	1 827	(49,1) %	1 860	3 266	(43,0) %
<i>Éléments de la charge liée aux acquisitions comptabilisés par le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Frais connexes aux acquisitions – projets d'acquisitions abandonnés	1 513	—	négl.	1 513	—	négl.
Total des éléments de la charge liée aux acquisitions	3 886	1 827	112,7 %	4 816	14 256	(66,2) %
Total des charges compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions	122 510	132 849	(7,8) %	265 614	264 706	0,3 %
Résultat net avant impôts sur le résultat – rajusté	(3 010) \$	16 436 \$	(118,3) %	13 669 \$	36 496 \$	(62,5) %
Résultat net – rajusté	(1 665) \$	12 078 \$	(113,8) %	12 460 \$	26 269 \$	(52,6) %
Résultat par action ordinaire – de base, rajusté	(0,05) \$	0,16 \$	(131,3) %	0,14 \$	0,37 \$	(62,2) %
Résultat par action ordinaire – dilué, rajusté	(0,05) \$	0,15 \$	(133,3) %	0,13 \$	0,33 \$	(60,6) %

¹⁾ Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» à la page 8.

²⁾ Les données comprennent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de The Balloch Group Limited depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

négl. : négligeable

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE ET LE PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2012 ¹

<i>(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Canada	91 743 \$	109 493 \$	(16,2) %	214 833 \$	218 411 \$	(1,6) %
Royaume-Uni	9 338	18 338	(49,1) %	18 584	34 783	(46,6) %
États-Unis	18 586	21 093	(11,9) %	45 781	47 799	(4,2) %
Autres établissements étrangers ²	(167)	361	(146,3) %	85	209	(59,3) %
Total	119 500 \$	149 285 \$	(20,0) %	279 283 \$	301 202 \$	(7,3) %

¹⁾ Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique «Activités de Canaccord» à la page 10.

²⁾ Les autres établissements étrangers comprennent les activités de Canaccord International Ltd. et de Canaccord Genuity Asia.

Produits des activités ordinaires*Comparaison du deuxième trimestre de 2012 avec le deuxième trimestre de 2011*

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et diverses sources. Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 ont atteint 119,5 millions \$, en baisse de 29,8 millions \$, ou 20,0 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2012, les produits tirés des commissions se sont établis à 60,3 millions \$, soit 2,7 millions \$ de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Notre secteur Canaccord Genuity a contribué à hauteur de 4,1 millions \$ à cette diminution qui a été compensée par une augmentation de 1,4 million \$ dans notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont inscrits à 29,8 millions de dollars, en baisse de 21,4 millions \$, ou 41,8 %, en raison du fléchissement de l'activité de financement de sociétés attribuable à la grande incertitude à l'égard de l'économie mondiale au T2/12. S'établissant à 21,7 millions \$, les

produits tirés des services de consultation ont grimpé de 8,4 millions \$, ou 63,9 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à une recrudescence des activités de fusions et acquisitions et de consultations.

Les pertes découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste ont reculé de 11,0 millions \$, ou 114,4 %, pour s'établir à 1,4 million \$, du fait essentiellement des pertes de négociation subies par le groupe Revenu fixe et d'un repli des profits de négociation dans nos activités au Royaume-Uni, sous l'effet de la détérioration de la conjoncture de marché.

Les produits tirés des intérêts ont atteint 7,6 millions \$, soit une hausse de 2,2 millions \$, ou 39,6 %, qui tient des soldes des créances clients plus élevés et, dans une moindre mesure, des produits d'intérêts additionnels réalisés par le groupe Revenu fixe. S'inscrivant à 1,5 million \$, les produits divers ont baissé de 5,3 millions \$, ou 77,5 %, du fait principalement de l'appréciation du dollar canadien entraînant des pertes de change au trimestre considéré.

Au Canada, les produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2012 ont été de 91,7 millions \$, soit 17,8 millions \$, ou 16,2 %, de moins qu'au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les produits dégagés par nos activités canadiennes ont reculé au T2/12, surtout sous l'effet du repli des activités sur les marchés des capitaux en conséquence de l'incertitude qui a prévalu dans le contexte du marché.

S'inscrivant à 9,3 millions \$, les produits des activités ordinaires au Royaume-Uni ont chuté de 9,0 millions \$, ou 49,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, la conjoncture économique en Europe ayant aggravé la crise de la dette souveraine.

Les produits tirés des activités ordinaires des autres établissements étrangers ont été de (0,2) million \$, soit 0,5 million \$ de moins qu'au T2/11. La baisse découle essentiellement des pertes de négociation à titre de contrepartiste qui ont été subies au T2/12.

Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires ont atteint 18,6 millions \$, soit 2,5 millions \$, ou 11,9 %, de moins qu'au T2/11, du fait surtout d'une diminution des opérations de placement pour compte et de financement de sociétés.

La diminution globale des produits des activités ordinaires dans tous les secteurs géographiques découle principalement du fléchissement de l'activité économique à mesure que les incertitudes à l'égard des perspectives d'une reprise économique mondiale devenaient de plus en plus vives.

Premier semestre de l'exercice 2012 par rapport au premier semestre de l'exercice 2011

Les produits des activités ordinaires pour le semestre clos le 30 septembre 2011 se sont inscrits à 279,3 millions \$, en baisse de 21,9 millions \$, ou 7,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'affaiblissement du contexte économique mondial. Les produits tirés des commissions ont été de 121,3 millions \$, en baisse de 3,1 %. Les produits générés par les activités de financement de sociétés ont glissé de 16,3 % pour s'établir à 89,7 millions \$, l'activité de financement sur les marchés boursiers au Canada, au Royaume-Uni et dans les autres établissements étrangers ayant décliné.

Une recrudescence des activités de fusions et acquisitions et de consultations a donné lieu à une hausse des honoraires de consultation qui ont atteint 44,2 millions \$, soit 10,3 millions \$, ou 30,2 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les tendances à la baisse des conditions de marché mondiales sont à l'origine d'une chute de 15,0 millions \$ des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste, qui se sont établis à 0,6 million \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice 2011.

Les produits d'intérêts ont bondi de 80,0 % pour s'élever à 15,4 millions \$, en raison des soldes de créances clients plus élevés et de la hausse des produits d'intérêts gagnés par le groupe Revenu fixe. S'inscrivant à 8,1 millions \$, les produits divers ont été 2,7 millions \$ moins élevés au premier semestre de l'exercice 2012, en grande partie du fait des profits de change moins importants, comme il a été susmentionné.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires au Canada ont été de 214,8 millions \$, soit une diminution de 3,6 millions \$, ou 1,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires au Royaume-Uni ont totalisé 18,6 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2012, en baisse de 16,2 millions \$, ou 46,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires ont reculé de 2,0 millions \$, ou 4,2 %, par rapport au premier semestre de l'exercice 2011, se fixant à 45,8 millions \$. Les produits tirés des autres établissements étrangers ont été de 0,1 million \$, contre 0,2 million \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2010. La baisse des produits dans tous les secteurs géographiques s'explique essentiellement par le ralentissement économique mondial qui s'est accentué au deuxième trimestre de l'exercice 2012.

POURCENTAGE DES CHARGES PAR RAPPORT AUX PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

<i>(en points de pourcentage)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Rémunération au rendement	51,7 %	47,3 %	4,4 p.p.	49,9 %	47,5 %	2,4 p.p.
Salaires et avantages du personnel	11,9 %	10,9 %	1,0 p.p.	11,2 %	10,6 %	0,6 p.p.
Autres charges indirectes ¹	39,7 %	32,0 %	7,7 p.p.	34,6 %	34,5 %	0,1 p.p.
Frais connexes aux acquisitions	2,5 %	—	2,5 p.p.	1,1 %	—	1,1 p.p.
Total	105,8 %	90,2 %	15,6 p.p.	96,8 %	92,6 %	4,2 p.p.

¹ Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les charges d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : points de pourcentage

Charges

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, les charges ont atteint 126,4 millions \$, soit 6,1 % de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le total des charges a reculé de 10,3 millions \$, ou 7,8 %.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2011, les charges ont été de 270,4 millions \$, soit une diminution globale de 8,5 millions \$, ou 3,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le total des charges est demeuré relativement stable, s'inscrivant à 265,6 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice 2012, contre 264,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2011.

Charge de rémunération

Comparaison du deuxième trimestre de 2012 avec le deuxième trimestre de 2011

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 61,8 millions \$ pour le trimestre, en baisse de 8,7 millions \$, ou 12,3 %, en raison d'une diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. En pourcentage du total des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement a été de 51,7 %, en hausse de 4,4 points de pourcentage en regard du T2/11, principalement du fait de la hausse de la charge au titre du régime d'intéressement à long terme (RILT) comptabilisée par suite de l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2012, les charges des salaires et avantages du personnel se sont établies à 14,2 millions \$, marquant une baisse de 13,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est essentiellement le fait des efforts de compression des coûts de même que des coûts de restructuration non récurrents qui avaient été engagés au deuxième trimestre de l'exercice 2011.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires et avantages du personnel) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a atteint 63,6 % au T2/12, soit 5,4 points de pourcentage de plus qu'au T2/11, alors qu'elle s'établissait à 58,2 %.

Premier semestre de l'exercice 2012 par rapport au premier semestre de l'exercice 2011

S'établissant à 139,5 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2012, la charge de rémunération au rendement a diminué de 2,5 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète la réduction des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement au cours de la période considérée. La charge de rémunération au rendement consolidée exprimée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a représenté 49,9 %, soit une hausse de 2,4 points de pourcentage, qui tient surtout de l'augmentation de la charge au titre du RILT engagée au cours du semestre clos le 30 septembre 2011, comme indiqué ci-dessus.

Pour le premier semestre de l'exercice 2012, les charges des salaires et avantages du personnel ont totalisé 31,3 millions \$, en baisse de 2,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour les raisons décrites ci-dessus. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et avantages du personnel) en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés a atteint 61,1 %, soit 3,0 points de pourcentage de plus qu'au premier semestre de l'exercice 2011, alors qu'elle représentait 58,1 %.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

<i>(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Frais de négociation	7 742 \$	7 241 \$	6,9 %	16 707 \$	14 946 \$	11,8 %
Locaux et matériel	6 727	6 640	1,3 %	13 559	12 678	6,9 %
Communications et technologie	6 752	6 779	(0,4) %	13 141	13 048	0,7 %
Intérêts	1 967	1 673	17,6 %	4 375	2 289	91,1 %
Charges d'administration	16 263	15 990	1,7 %	32 537	31 781	2,4 %
Amortissement ¹	2 947	3 706	(20,5) %	5 852	6 990	(16,3) %
Frais de développement	5 041	5 787	(12,9) %	10 571	11 079	(4,6) %
Total des autres charges indirectes	47 439 \$	47 816 \$	(0,8) %	96 742 \$	92 811 \$	4,2 %

¹ Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Genuity. Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions» à la page 13.

Autres charges indirectes

Comparaison du deuxième trimestre de 2012 avec le deuxième trimestre de 2011

Les autres charges indirectes sont restées stables par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011. La diminution de la dotation aux amortissements de 0,8 million \$ et des frais de développement de 0,7 million \$ a été en partie annulée par une hausse de la charge d'intérêts de 0,3 million \$.

La dotation aux amortissements a été 0,8 million \$ moins élevée, certaines immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity ayant été entièrement amorties. Le recul de 0,7 million \$ des frais de développement découle surtout de la réduction des primes de recrutement offertes dans nos activités canadiennes. La charge d'intérêts s'est élevée à 2,0 millions \$, en hausse de 0,3 million \$, ou 17,6 %, surtout par suite d'une recrudescence de l'activité au sein du groupe Revenu fixe.

Premier semestre de l'exercice 2012 par rapport au premier semestre de l'exercice 2011

Pour le semestre clos le 30 septembre 2011, les autres charges indirectes ont augmenté de 3,9 millions \$, ou 4,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 96,7 millions \$. Les hausses de la charge d'intérêts, des frais liés aux communications et à la technologie, des frais de négociation, des frais d'administration et des frais liés aux locaux et au matériel ont été en partie contrebalancés par des diminutions de la dotation aux amortissements et des frais de développement.

La charge d'intérêts s'est accrue de 2,1 millions \$ sous l'effet de la recrudescence de l'activité au sein du groupe Revenu fixe. Les frais de négociation ont enregistré une hausse de 1,8 million \$ en regard de la période correspondante de l'exercice 2011, ce qui est conforme avec l'augmentation des produits tirés des commissions, compte non tenu des pertes de facilitation générées dans nos activités canadiennes. Les frais liés aux locaux et au matériel ont aussi augmenté de 0,9 million \$ du fait de l'ajout de locaux pour bureaux pour soutenir la croissance de la Société.

Les frais d'administration ont monté de 0,8 million \$, surtout par suite d'une augmentation de 2,6 millions \$ des frais de promotion et de déplacement à l'appui de l'expansion mondiale de la Société, contrebalancée par une diminution de 1,7 million \$ des frais liés aux règlements avec les clients. Les frais de bureau ont reculé de 0,8 million \$, car des frais non récurrents associés au changement de nom qui avaient été comptabilisés au premier semestre de l'exercice 2011.

Certaines immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity ayant été entièrement amorties, la dotation aux amortissements a diminué de 1,1 million \$. Les frais de développement ont reculé de 0,5 million \$, surtout en raison des efforts de compression des coûts dans le secteur Gestion de patrimoine Canaccord.

Résultat net

Comparaison du deuxième trimestre de 2012 avec le deuxième trimestre de 2011

Le résultat net du T2/12 a été de (5,3) millions \$, comparativement à 10,3 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi à (0,09) \$ au T2/12, comparativement à 0,12 \$ au T2/11. La perte nette s'explique principalement par une baisse des produits des activités ordinaires attribuable à la détérioration des conditions de marché au T2/12. Le RCP pour le T2/12 s'est inscrit à (2,8) %, comparativement à 6,0 % au T2/11. La valeur comptable par action ordinaire diluée au T2/12 a été de 8,75 \$ comparativement à 8,05 \$ au T2/11.

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions et rajusté pour tenir compte des incidences fiscales connexes, le résultat net s'est établi à (1,7) million \$ et le RPA dilué, à (0,05) \$ au T2/12, par rapport à respectivement 12,1 millions \$ et 0,15 \$ au T2/11. Les résultats nets de la Société ont été négativement touchés par les incertitudes à l'égard du contexte économique résultant de la crise de la dette européenne et de la situation financière aux États-Unis.

Le taux d'imposition effectif pour ce trimestre a été de 23,5 %, en regard de 29,8 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation du taux d'imposition effectif est attribuable à divers éléments permanents ainsi qu'à des différences temporelles qui ne sont pas comptabilisées dans des administrations à l'extérieur du Canada.

Premier semestre de l'exercice 2012 par rapport au premier semestre de l'exercice 2011

Pour le premier semestre de l'exercice 2012, le résultat net s'est inscrit à 7,9 millions \$, comparativement à 15,4 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi 0,07 \$, contre 0,19 \$ à la période correspondante de 2011, et le RCP a été de 2,1 % en regard de 4,9 % il y a un an. Le résultat net compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions a été de 12,5 millions \$ et le RPA dilué, de 0,13 \$, par rapport à respectivement 26,3 millions \$ et 0,33 \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il a été susmentionné, des préoccupations à l'égard d'une reprise économique mondiale au premier semestre de l'exercice 2012 ont donné lieu à un important recul des produits des activités ordinaires et des résultats de la Société.

La charge d'impôts sur le résultat s'est inscrite à 0,9 million \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2011, en baisse de 5,9 millions \$ comparativement au premier semestre de 2011. Le taux d'imposition effectif depuis le début de l'exercice a été de 10,6 %, contre 30,7 % à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du taux d'imposition effectif s'explique principalement par l'utilisation de pertes fiscales par des filiales à l'extérieur du Canada et par d'autres différences temporelles qui précédemment n'étaient pas comptabilisées par ces filiales. En outre, les taux d'impôt prévus par la loi au Canada ont baissé comparativement à la période correspondante de 2011.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

CANACCORD GENUITY^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Produits des activités ordinaires	69 452 \$	96 963 \$	(28,4) %	166 829 \$	197 115 \$	(15,4) %
Charges						
Rémunération au rendement	36 876	46 255	(20,3) %	83 031	92 425	(10,2) %
Salaires et avantages du personnel	3 382	4 154	(18,6) %	8 593	8 175	5,1 %
Autres charges indirectes	30 311	27 205	11,4 %	59 916	52 589	13,9 %
Frais connexes à l'acquisition	1 443	—	négl.	1 443	10 990	(86,9) %
Total des charges	72 012	77 614	(7,2) %	152 983	164 179	(6,8) %
Résultat avant impôts sur le résultat ³	(2 560) \$	19 349 \$	(113,2) %	13 846 \$	32 936 \$	(58,0) %
Nombre d'employés	640	597	7,2 %	640	597	7,2 %
Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions⁴						
Total des charges	69 639 \$	75 787 \$	(8,1) %	149 680 \$	149 923 \$	(0,2) %
Résultat avant impôts sur le résultat	(187)	21 176	(100,9) %	17 149	47 192	(63,7) %

¹⁾ Les données sont considérées comme étant conformes aux IFRS, sauf le nombre d'employés et les chiffres compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions.

²⁾ Les données comprennent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Les résultats de The Balloch Group Limited depuis la date de clôture de l'acquisition, le 17 janvier 2011, sont également inclus.

³⁾ Le résultat avant impôts sur le résultat ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» à la page 21.

⁴⁾ Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions» à la page 13.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

Comparaison du deuxième trimestre de 2012 avec le deuxième trimestre de 2011

Au T2/12, les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont totalisé 69,5 millions \$, en baisse de 27,5 millions \$, ou 28,4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la volatilité accrue qui a prévalu dans le contexte économique mondial au cours du trimestre considéré.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 42,5 millions \$ au T2/12, soit 15,7 millions \$, ou 27,0 %, de moins qu'au T2/11. Une tranche de 39,7 millions \$ des produits est liée aux activités de financement de sociétés, de vente et de négociation, alors qu'une tranche de 2,8 millions \$ provient des opérations de négociation internationales, des activités de négociateur inscrit et du groupe Revenu fixe. Les produits tirés des activités au Canada de Canaccord Genuity de 42,5 millions \$ représentent 61,2 % (60,0 % au T2/11) du total des produits de Canaccord Genuity. L'activité sur les marchés des capitaux a fléchi de façon importante au deuxième trimestre de 2012, la confiance des investisseurs à l'égard de la croissance mondiale s'étant effritée, d'où la réduction des produits tirés des activités au Canada.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, Canaccord Genuity offre des services de vente et de négociation, de financement de sociétés et de recherche à l'intention de ses clients institutionnels et de sociétés. Les produits des activités ordinaires au Royaume-Uni ont atteint 9,3 millions \$, en baisse de 9,0 millions \$, ou 49,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011, du fait surtout de la conjoncture de marché difficile en Europe à cause de la crise de la dette. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni ont représenté 13,4 % (18,9 % au T2/11) du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Aux États-Unis, Canaccord Genuity a affiché des produits des activités ordinaires de 17,8 millions \$ au deuxième trimestre de 2012, soit une diminution de 2,3 millions \$, ou 11,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution reflète le recul général du contexte économique. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 25,6 % (20,7 % au T2/11) du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity.

Produits tirés des activités des autres établissements étrangers

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés au poste Autres établissements étrangers, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd. et de Canaccord Genuity Asia. Les produits tirés des activités des autres établissements étrangers sont demeurés stables par rapport au T2/11, s'établissant à (0,2) million \$ et représentant (0,2) % (0,4 % au T2/11) du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity.

Charges

Les charges du T2/12 ont été de 72,0 millions \$, en baisse de 5,6 millions \$, ou 7,2 %. Compte non tenu des éléments liés aux acquisitions, le total des charges a reculé de 6,1 millions \$, ou 8,1 % en regard du T2/11. Une réduction de la charge de rémunération au rendement de 9,4 millions \$ a été le principal inducteur du recul global des charges compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions. La réduction de la rémunération au rendement a été en partie contrebalancée par une augmentation de 2,2 millions \$ des frais d'administration et par une hausse de 1,0 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel.

Les frais connexes aux acquisitions de 1,4 million \$ au T2/12 ont été engagés dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 36,9 millions \$ pour le trimestre, soit une réduction de 9,4 millions \$, ou 20,3 %, sous l'effet de la diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Le ratio de la charge de rémunération au rendement a été de 53,1 %, en hausse de 5,4 points de pourcentage en regard de 47,7 % au T2/11, du fait surtout de l'accroissement de la charge au titre du RILT comptabilisée par suite de l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes. Par suite de nos efforts de compression des coûts, les charges des salaires et avantages du personnel ont reculé de 0,8 million \$ par rapport au T2/11.

Les frais liés aux locaux et au matériel ont crû de 1,0 million \$, ou 35,5 %, pour atteindre 4,0 millions \$, à cause des locaux additionnels obtenus pour soutenir la croissance du secteur ainsi que de la réattribution de certains locaux pour bureaux du secteur Non sectoriel et autres. Les frais d'administration se sont élevés à 10,3 millions \$ au T2/12, en hausse de 2,2 millions \$, ou 27,2 %. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des frais de promotion et de déplacement engagés à l'appui des initiatives mondiales de la Société.

Résultat avant impôts sur le résultat

Le résultat avant impôts sur le résultat pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, a été de (2,6) millions \$, soit une chute de 21,9 millions \$, ou 113,2 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le résultat avant impôts sur le résultat au T2/12 s'est établi à (0,2) million \$, contre 21,2 millions \$ au T2/11. La chute du résultat est attribuable au fléchissement des produits des activités courantes du secteur, principale conséquence de la conjoncture difficile du marché qui a prévalu au T2/12.

Premier semestre de l'exercice 2012 par rapport au premier semestre de l'exercice 2011

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity au premier semestre de 2012 se sont inscrits à 166,8 millions \$, soit 30,3 millions \$ de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il a été susmentionné, la baisse est attribuable à l'affaiblissement de la conjoncture économique mondiale au cours de l'exercice 2012.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, les produits des activités ordinaires ont atteint 104,4 millions \$, une diminution de 10,2 % par rapport à la période correspondante de 2011. Une tranche de 95,7 millions \$ est liée aux activités de financement de sociétés et aux titres de participation, alors qu'une tranche de 8,7 millions \$ provient des opérations de négociation internationales et des activités de négociateur inscrit et du groupe Revenu fixe. Dans l'ensemble, les produits des activités ordinaires au Canada ont représenté 62,6 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice 2011 : 59,0 %).

Produits tirés des activités au Royaume-Uni

Les produits tirés des activités au Royaume-Uni se sont établis à 18,6 millions \$, soit 16,2 millions \$, ou 46,6 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Les activités au Royaume-Uni ont représenté 11,1 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice 2011 : 17,6 %). Les produits tirés des activités au Royaume-Uni ont considérablement reculé en raison de l'incidence économique de la crise de la dette souveraine en Europe.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les activités aux États-Unis ont enregistré une baisse des produits des activités ordinaires au cours du premier semestre de 2012, essentiellement par suite du recul des activités sur les marchés des capitaux. Les produits des activités ordinaires ont été de 43,8 millions \$, en baisse de 2,1 millions \$, ou 4,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 26,3 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice 2011 : 23,3 %).

Produits tirés des activités des autres établissements étrangers

Les produits tirés des autres établissements étrangers se sont établis à 0,1 million \$, soit 0,1 million \$ de moins qu'à la période correspondante de l'exercice 2011. Les produits tirés des activités des autres établissements étrangers ont représenté 0 % du total des produits de Canaccord Genuity (période correspondante de l'exercice 2011 : 0,1 %).

Charges

Les charges du premier semestre de 2012 ont été de 153,0 millions \$, soit une baisse de 11,2 millions \$, ou 6,8 %. La baisse des charges s'explique essentiellement par les réductions de la charge de rémunération au rendement de 9,4 millions \$, une dotation aux amortissements de 1,3 million \$ et des frais connexes aux acquisitions de 9,5 millions \$, le tout contrebalancé en partie par des augmentations des frais d'administration de 2,6 millions \$, des frais de négociation de 2,0 millions \$, de la charge d'intérêts de 2,0 millions \$ et des frais liés aux locaux et au matériel de 1,6 million \$.

Au cours du premier semestre de 2012, les frais connexes aux acquisitions de 1,4 million \$ ont été engagés dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities. L'acquisition de Genuity au cours du premier semestre de l'exercice 2011 avait entraîné la comptabilisation de 11,0 millions \$ de frais connexes aux acquisitions. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le total des charges de 149,7 millions \$ est demeuré stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La réduction de 9,4 millions \$ de la rémunération au rendement découle de la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Le ratio de la rémunération au rendement a grimpé, passant de 46,9 % à 49,8 %, par suite d'une augmentation de la charge au titre du régime d'intéressement à long terme liée à l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes.

Les produits tirés des commissions compte non tenu des pertes de facilitation se sont accrus dans les activités canadiennes, ce qui explique en grande partie l'accroissement des frais de négociation de 2,0 millions \$ au cours de la période. Les frais d'administration se sont élevés à 19,7 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2011, soit une hausse de 2,6 millions \$, ou 15,0 %, qui tient surtout de l'augmentation des frais de promotion et de déplacement engagés pour soutenir les initiatives mondiales de la Société. La charge d'intérêts s'est accrue de 2,0 millions \$ en raison de la recrudescence de l'activité au sein du groupe Revenu fixe. Afin de soutenir la croissance du secteur Canaccord Genuity, certains locaux existants du secteur Non sectoriel et autres ont été réattribués et de nouveaux locaux ont été obtenus pour nos activités au Canada et aux États-Unis, entraînant un accroissement des frais liés aux locaux et au matériel. Ces frais ont été contrebalancés en partie par un recul de 1,3 million \$ de la dotation aux amortissements, qui tient surtout du fait que certaines immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity ont été entièrement amorties.

Résultat avant impôts sur le résultat

Le résultat avant impôts sur le résultat pour le premier semestre de 2012, compte non tenu des autres charges indirectes, s'est établi à 13,8 millions \$, en baisse de 19,1 millions \$, ou 58,0 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du résultat avant impôts sur le résultat découle de la diminution des produits des activités ordinaires de ce secteur attribuable surtout à la volatilité des marchés. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le résultat avant impôts sur le résultat du semestre clos le 30 septembre 2011 s'est élevé à 17,1 millions \$, contre 47,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés d'équipes de conseillers et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Produits des activités ordinaires	47 412 \$	44 539 \$	6,5 %	102 195 \$	91 746 \$	11,4 %
Charges						
Rémunération au rendement	23 776	21 561	10,3 %	52 002	44 842	16,0 %
Salaires et avantages du personnel	3 327	4 817	(30,9) %	7 265	8 699	(16,5) %
Autres charges indirectes	10 224	12 223	(16,4) %	21 577	24 560	(12,1) %
Total des charges	37 327	38 601	(3,3) %	80 844	78 101	3,5 %
Résultat avant impôts sur le résultat ²	10 085 \$	5 938 \$	69,8 %	21 351 \$	13 645 \$	56,5 %
Actifs sous gestion	574 \$	473 \$	21,4 %			
Actifs sous administration	14 635 \$	13 895 \$	5,3 %			
Nombre d'équipes de conseillers	271	280	(3,2) %			
Nombre d'employés	686	665	3,2 %			

¹⁾ Les données sont considérées comme étant conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

²⁾ Le résultat avant impôts sur le résultat ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» à la page 21.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du deuxième trimestre de 2012 avec le deuxième trimestre de 2011

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord ont été de 47,4 millions \$, en hausse de 2,9 millions \$, ou 6,5 %, grâce surtout à une augmentation de 1,4 million \$ des produits tirés des commissions. Malgré la conjoncture difficile du marché, ce secteur de la Société a connu une croissance de ses produits, ce qui témoigne de ses initiatives stratégiques.

S'inscrivant à 14,6 milliards \$, les ASA ont grimpé de 0,7 milliard \$, ou 5,3 %, en regard du T2/11, essentiellement par suite des augmentations provenant des nouveaux clients. Les ASG se sont accrus de 21,4 % en glissement annuel. À la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2012, l'effectif comptait 271 équipes de conseillers, soit 9 de moins qu'il y a un an, en raison d'un examen stratégique de Gestion de patrimoine Canaccord qui est en cours et de la conversion de succursales à la plateforme de gestion de patrimoine indépendante. Les produits tirés des honoraires de Canaccord ont crû de 4,2 points de pourcentage en regard du même trimestre de l'exercice précédent et représentaient 19,4 % des produits de Gestion de patrimoine Canaccord au deuxième trimestre de 2012.

Les charges du T2/12 ont été de 37,3 millions \$, soit une diminution de 1,3 million \$, ou 3,3 %. Cette variation tient principalement d'une baisse de 1,5 million \$ des charges de personnel et d'un recul de 1,6 million \$ des frais d'administration, contrebalancés par une hausse de 2,2 millions \$ de la charge de rémunération au rendement. La hausse de la charge de rémunération au rendement a été conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012. Le ratio de la rémunération au rendement était de 50,1 % au T2/12 en comparaison de 48,4 % au T2/11.

Les charges de personnel ont été 1,5 million \$ moins élevées qu'au T2/11 en raison de coûts de restructuration non récurrents qui avaient été engagés au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont diminué de 1,6 million \$ en comparaison du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de charges non récurrentes liées au changement de nom et aux règlements avec les clients qui avaient été engagées au T2/11. Les frais de développement ont également glissé de 0,4 million \$, les primes de recrutement ayant été moins élevées au T2/12.

Le résultat avant impôts sur le résultat pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, s'est inscrit à 10,1 millions \$, comparativement à 5,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle de la croissance des produits des activités ordinaires dans ce secteur ainsi que des efforts de compression des coûts.

Premier semestre de l'exercice 2012 par rapport au premier semestre de l'exercice 2011

Les produits tirés des activités ordinaires de Gestion du patrimoine Canaccord se sont établis à 102,2 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2012, en hausse de 10,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011. Cette hausse s'explique par une augmentation des produits tirés des commissions de 4,5 millions \$ et par un accroissement des produits tirés du financement de sociétés de 2,5 millions \$, annulés par une légère baisse des honoraires de consultation de 0,3 million \$. Les produits tirés des honoraires exprimés en pourcentage du total des produits de Gestion de patrimoine Canaccord ont enregistré une hausse pour atteindre 18,1 % comparativement à 14,6 % au T2/11.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2011, les charges ont augmenté de 2,7 millions \$, ou 3,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011 pour s'élever à 80,8 millions \$. La rémunération au rendement a affiché une croissance de 7,2 millions \$, ou 16,0 %, ce qui correspond à la progression de 11,4 % du total des produits des activités ordinaires. Les charges de personnel ont glissé de 1,4 million \$ pour les raisons susmentionnées. Le total de la charge de rémunération, exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires, pour le premier semestre de l'exercice 2012, s'est établi à 58,0 %, soit une légère baisse de 0,4 point de pourcentage en regard de 58,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont baissé de 2,0 millions \$, ou 24,8 %, les frais liés aux règlements avec les clients ayant diminué. Un recul des frais liés aux bureaux de 0,7 million \$ liés aux frais non récurrents associés au changement de nom comptabilisés au premier semestre de 2011 a contribué à réduire les frais d'administration. Les frais de développement au T2/12 ont été 0,9 million \$, ou 18,5 %, moins élevés qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la réduction des primes de recrutement offertes au cours du premier semestre de l'exercice 2012.

Le résultat avant impôts sur le résultat pour le premier semestre de 2012, compte non tenu des autres charges indirectes, s'est inscrit à 21,4 millions \$, comparativement à 13,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

NON SECTORIEL ET AUTRES ¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Produits des activités ordinaires	2 636 \$	7 783 \$	(66,1) %	10 259 \$	12 341 \$	(16,9) %
Charges						
Rémunération au rendement	1 186	2 722	(56,4) %	4 419	5 756	(23,2) %
Salaires et avantages du personnel	7 454	7 351	1,4 %	15 422	15 264	1,0 %
Autres charges indirectes	6 904	8 388	(17,7) %	15 249	15 662	(2,6) %
Frais connexes à l'acquisition	1 513	—	négl.	1 513	—	négl.
Total des charges	17 057	18 461	(7,6) %	36 603	36 682	(0,2) %
Résultat avant impôts le résultat ²	(14 421) \$	(10 678) \$	(35,1) %	(26 344) \$	(24 341) \$	(8,2) %
Nombre d'employés	384	369	4,1 %			
Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions ³						
Total des charges	15 544 \$	18 461 \$	(15,8) %	35 090 \$	36 682 \$	(4,3) %
Résultat avant impôts sur les résultats	(12 908)	(10 678)	(20,9) %	(24 831)	(24 341)	(2,0) %

¹ Les données sont considérées comme étant conformes aux IFRS, sauf le nombre d'employés.

² Le résultat avant impôts sur le résultat ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» ci-après.

³ Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions» à la page 13.

négl. : négligeable

Ce secteur administratif, désigné sous le nom Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés aux services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres produits d'intérêts, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du deuxième trimestre de 2012 avec le deuxième trimestre de 2011

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 se sont fixés à 2,6 millions \$, en baisse de 5,1 millions \$, ou 66,1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation est principalement attribuable à un fléchissement de 6,2 millions \$ des profits de change, compensé par une hausse de 0,8 million \$ des produits d'intérêts. L'appréciation du dollar canadien a donné lieu à des pertes de change au T2/12.

Les charges du T2/12 étaient de 17,1 millions \$, soit une diminution de 1,4 million \$ ou 7,6 %, par suite d'une réduction de la rémunération au rendement et des frais liés aux locaux et au matériel. La réduction de la charge de rémunération au rendement découle de la détérioration de la rentabilité du groupe. Les frais liés aux locaux et au matériel ont reculé sous l'effet des efforts de compression des coûts dans ce secteur ainsi que de la réattribution de certains frais au secteur Canaccord Genuity.

Au cours du T2/12, la Société a également engagé des frais connexes aux acquisitions de 1,5 million \$ dans le cadre d'occasions d'acquisition qui ont été abandonnées.

Dans l'ensemble, le résultat avant impôts sur le résultat s'est établi à (14,4) millions \$ au T2/12, comparativement à 10,7 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Premier semestre de l'exercice 2012 par rapport au premier semestre de l'exercice 2011

Pour le premier semestre de l'exercice 2012, les produits des activités ordinaires ont atteint 10,3 millions \$, soit une baisse de 2,1 millions \$ qui tient en grande partie à une diminution des profits de change. L'appréciation du dollar canadien au cours du premier semestre de l'exercice 2012 a entraîné les pertes de change qui ont été comptabilisées au trimestre considéré.

Les charges du premier semestre de 2012 se sont inscrites à 36,6 millions \$, soit un léger recul de 0,1 million \$. La charge de rémunération au rendement a été réduite de 1,3 million \$, ou 23,2 %, en raison de la baisse de rentabilité du groupe.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les résultats a été de 26,3 millions \$, comparativement à 24,3 millions \$ pour la même période l'an dernier.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur administratif Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des profits et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que, pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, les frais imputables par le secteur administratif Non sectoriel et autres étaient de 8,2 millions \$ pour Gestion de patrimoine Canaccord et de 3,1 millions \$ pour Canaccord Genuity. Pour le semestre clos le 30 septembre 2011, Gestion de patrimoine Canaccord s'est vu imputer 16,9 millions \$ et Canaccord Genuity, 6,1 millions \$.

SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé ont enregistré les variations suivantes :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 691,1 millions \$ au 30 septembre 2011, contre 954,1 millions \$ au 31 mars 2011. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section «Situation de trésorerie et sources de financement» ci-après.

Les titres détenus totalisaient 1,3 milliard \$ au 30 septembre 2011, en comparaison de 0,9 milliard \$ au 31 mars 2011, surtout en raison de l'augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernement.

Les créances clients s'élevaient à 3,3 milliards \$ au 30 septembre 2011, en comparaison de 2,8 milliards \$ au 31 mars 2011, surtout en raison d'une augmentation des montants à recevoir de courtiers.

Le goodwill atteignait 245,3 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 72,1 millions \$ au 30 septembre 2011, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity et de The Balloch Group Limited.

Les autres actifs composés des impôts sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des améliorations des locaux loués et des placements s'établissaient à 69,6 millions \$ comparativement à 48,3 millions \$ au 31 mars 2011. L'augmentation des autres actifs s'explique essentiellement par les soldes plus élevés des impôts sur le résultat à recevoir au 30 septembre 2011.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 septembre 2011, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni d'un montant total de 622,2 millions \$ (434,6 millions \$ au 31 mars 2011). Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 septembre 2011, la dette bancaire impayée de la Société s'établissait à néant, en comparaison de 13,6 millions \$ au 31 mars 2011.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 1,1 milliard \$ au 30 septembre 2011, contre 0,7 milliard \$ au 31 mars 2011, les titres de créance de sociétés et de gouvernements et les actions et débetures convertibles ayant augmenté.

S'établissant à 3,7 milliards \$, les dettes fournisseurs, notamment les provisions, sont demeurées stables par rapport à la fin de l'exercice précédent, alors qu'elles étaient de 3,6 milliards \$ au 31 mars 2011.

D'autres passifs incluant les impôts sur le résultat à payer, la dette subordonnée et les passifs d'impôt différé s'élevaient à 21,1 millions \$ au 30 septembre 2011, en comparaison de 47,1 millions \$ au 31 mars 2011. La diminution s'explique essentiellement par le recul des impôts sur le résultat à payer de la Société.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière totalisant 2,4 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,2 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2011] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La structure de capital de Canaccord englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat étendu. Au 30 septembre 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 691,1 millions \$, en baisse de 263,0 millions \$ par rapport à 954,1 millions \$ au 31 mars 2011. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2011, les activités de financement ont généré des flux de trésorerie de 50,7 millions \$, essentiellement liés à l'émission d'actions privilégiées de série A, comme mentionné à la page 23, contrebalancée en partie par l'acquisition d'actions ordinaires en vue des attributions dans le cadre du RILT pour un montant de 24,7 millions \$, les dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires de 16,7 millions \$ et la variation de la dette bancaire de 13,6 millions \$. Un montant de 5,6 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement lié à l'achat de matériel et à l'amélioration de locaux loués. Les activités opérationnelles ont utilisé des flux de trésorerie de 317,2 millions \$, qui étaient en grande partie attribuables aux augmentations des créances clients et aux autres variations d'éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de la trésorerie de 9,2 millions \$ est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, le montant net de la trésorerie a reculé de 263,0 millions \$ par rapport au 31 mars 2011.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs courants figurant à l'état de la situation financière consolidé de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements de paiements minimums futurs qui influent sur sa liquidité.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 30 septembre 2011.

<i>Obligations contractuelles – paiements exigibles par période (en milliers \$ CA)</i>	Total	Exercice 2013	Exercice 2014 – Exercice 2015	Exercice 2016 – Exercice 2017	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	132 815	23 850	44 023	31 459	33 483

DONNÉES SUR LES ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

<i>Actions ordinaires en circulation aux 30 septembre</i>	2011	2010
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	76 232 324	74 551 609
Nombre d'actions émises et en circulation ²	83 321 696	82 552 764
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	86 189 984	84 532 360
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	75 644 041	70 836 180
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	84 175 154	79 577 578

¹ Exclut 3 506 816 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 582 556 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

² Inclut 3 506 816 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 582 556 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

³ Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 2 868 288 actions.

La Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) afin de permettre l'achat d'un maximum de 2 000 000 de ses actions ordinaires par l'entremise du TSX du 13 juin 2011 au 12 juin 2012. L'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA permettra à la Société d'acquiescer des actions aux fins d'annulation. Au 30 septembre 2011, les actions pouvant être rachetées représentaient 2,4 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA entre le 13 juin 2011 et le 30 septembre 2011.

Au 10 novembre 2011, 83 945 492 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Le 23 juin 2011, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série A à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100 millions \$. Le 7 juillet 2011, la Société a annoncé la clôture de l'option de surallocation, et 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires ont été vendues au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 13,5 millions \$.

Au 30 septembre 2011, le produit net total après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'élevait à 110,8 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si on en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les «actions privilégiées de série B»), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

Options sur actions

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les administrateurs indépendants et les hauts dirigeants se sont vu attribuer des options visant l'achat d'un maximum de 2 482 675 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,83 \$ l'action ordinaire.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, un fonds en fiducie pour les avantages du personnel (la fiducie) a été constitué et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Unités d'actions différées

Le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération soit ainsi versée, et peuvent préciser la répartition de leur rémunération qui sera versée sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsque l'administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, de même que le montant équivalant au nombre d'UAD versées multiplié par le cours de clôture à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Ces prêts sont annulés sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL

Canaccord est membre de l'International Financial Centre British Columbia Society et exploite un centre financier international au Québec, les deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de l'*International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 30 septembre 2011, les contrats à terme en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 15,8 millions \$ US, une hausse de 5,0 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 14,3 millions \$ US, une augmentation de 4,2 millions \$ US par rapport à il y a un an. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines activités de Canaccord aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine sont libellées en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction sont habituellement libellés en monnaie locale.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou fortement influencées par la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société et les membres de la direction, qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

La Société offre divers plans de paiements fondés sur les actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires et un régime d'intéressement à long terme. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD. Se reporter à la note 16 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2012 pour plus d'informations au sujet de la rémunération des principaux dirigeants et des transactions avec ceux-ci. La note 17 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2012 comprend aussi le solde des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer avec les principaux dirigeants.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 31 juillet 2011, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd (BGF), société indépendante offrant des services de financement de sociétés située en Australie et comptant des bureaux à Melbourne, à Sydney et à Hong Kong. L'opération a été réalisée le 1^{er} novembre 2011 moyennant une contrepartie composée de 623 796 actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 5,7 millions \$ (5,5 millions \$ AU) et d'un montant en trésorerie de 36,5 millions \$ (34,7 millions \$ AU). Les actions émises ont une valeur de 9,20 \$ l'action ordinaire selon le cours de clôture au 1^{er} novembre 2011, soit la date de clôture de l'opération, conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises en contrepartie partielle du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans. Par suite de la réalisation de l'opération, BGF a été renommée Canaccord BGF.

La convention d'achat octroie à la Société une option d'achat de la participation de 50 % restante dans BGF. L'option pourra être exercée par la Société sur une période de trois mois débutant le 1^{er} novembre 2016 à un prix devant être fixé à ce moment-là, selon les profits réalisés par Canaccord BGF.

Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2012 pour obtenir de plus amples renseignements.

MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES ET ESTIMATIONS

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et selon les méthodes comptables que la Société s'attend à adopter pour ses états financiers consolidés au 31 mars 2012 et pour l'exercice prenant fin à cette date. La préparation des états financiers consolidés pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012 en accord avec les IFRS exige de la Société qu'elle utilise les normes qui entreront en vigueur au 31 mars 2012. Ces dernières peuvent différer des normes que la Société a mises en œuvre dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires. Des différences pourraient découler des nouvelles normes, dont la date d'entrée en vigueur est le 31 mars 2012 ou avant, qui seront publiées avant la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clôturant le 31 mars 2012. Par conséquent, les méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires pourraient différer de celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012.

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les estimations significatives touchent les paiements fondés sur des actions, les impôts sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et des autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, et les provisions et les passifs éventuels. Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2012.

MODIFICATIONS FUTURES AUX MÉTHODES COMPTABLES ET AUX ESTIMATIONS

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Cette norme remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 prescrit une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles de l'IAS 39. L'approche de l'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique de dépréciation, remplaçant ainsi les multiples méthodes de dépréciation de l'IAS 39. L'IFRS 9 a pris d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

En octobre 2010, l'IASB a publié une version révisée de l'IFRS 9 (IFRS 9 R). La norme révisée contient des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers. L'IFRS 9 R, qui annule et remplace l'IFRS 9, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Son application anticipée est permise. Pour les exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2013, une entité peut choisir d'appliquer l'IFRS 9 R ou l'IFRS 9. L'IASB a confirmé qu'il publiera un exposé-sondage au cours de l'année civile 2011 afin d'en reporter la date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'IFRS 9 ou de l'IFRS 9 R sur ses états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

L'IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1), a été modifiée par l'IASB en juin 2011 afin d'aligner avec les PCGR des États-Unis la présentation des autres éléments du résultat global. Ceux-ci devront être regroupés dans deux catégories, selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement en résultat net. La possibilité de présenter un seul état du résultat global, ou encore deux états distincts du résultat net et du résultat global demeure. Les modifications à l'IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

Autres normes

L'IASB a publié les normes suivantes en mai 2011. Ces normes s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence qu'auront ces normes nouvelles et modifiées sur ses états financiers consolidés.

IFRS 10, États financiers consolidés (IFRS 10)

L'IFRS 10 remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et l'Interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme présente un modèle unique de consolidation pour l'ensemble des entités fondé sur le contrôle, qui est défini selon que l'investisseur a 1) un pouvoir sur l'autre entité, 2) une exposition, ou des droits, à des rendements variables de cette autre entité, et 3) la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'influencer les rendements de l'entité.

IFRS 11, Partenariats (IFRS 11)

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'Interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement*. Cette norme distingue les partenariats selon qu'ils répondent à la définition d'entreprise commune ou de coentreprise. Une entreprise commune est un accord conjoint par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Dans le cadre d'une coentreprise, un coentrepreneur comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités courantes et des charges de la coentreprise. Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs nets de celle-ci. Les intérêts dans l'entreprise sont comptabilisés en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (IFRS 12)

L'IFRS 12 établit les informations à fournir relativement aux intérêts détenus dans d'autres entités, comme des partenariats, des entreprises associées, des entités ad hoc et des entités non consolidées.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

L'IFRS 13 est une norme complète qui définit la juste valeur, établit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et détermine les informations à fournir au sujet des évaluations de la juste valeur. Cette nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une opération volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation.

IAS 27, États financiers consolidés et individuels (IAS 27) et IAS 28, Participations dans des entreprises associées (IAS 28)

L'IASB a aussi modifié des normes existantes, notamment l'IAS 27 et l'IAS 28. L'IAS 27 porte sur la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. L'IAS 28 a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour tenir compte des modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Contrôles et procédures sur l'information à fournir

D'après une évaluation effectuée en date du 31 mars 2011, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures sur l'information à fournir étaient efficaces, selon le Règlement 52-109. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2011, il n'y a eu aucun changement qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles et procédures sur l'information à fournir de Canaccord.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2011. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que les contrôles internes de Canaccord à l'égard de l'information financière étaient conçus et fonctionnaient efficacement, selon le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours du semestre clos le 30 septembre 2011 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de Canaccord.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Le 10 novembre 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 décembre 2011 aux actionnaires inscrits le 2 décembre 2011. La Société a également déclaré un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 janvier 2012 aux actionnaires inscrits le 16 décembre 2011.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES HISTORIQUES

Les produits des activités ordinaires de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est conçue pour fournir des services et une couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf derniers trimestres jusqu'au 30 septembre 2011. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats opérationnels pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

	Exercice 2012		Exercice 2011				Exercice 2010		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
<i>(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)¹</i>	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	PCGR du Canada	PCGR du Canada	PCGR du Canada
Produits des activités ordinaires									
Canaccord Genuity	69 452 \$	97 377 \$	163 771 \$	177 758 \$	96 963 \$	100 152 \$	83 496 \$	116 090 \$	78 475 \$
Gestion de patrimoine									
Canaccord	47 412	54 783	72 704	68 599	44 539	47 207	54 990	51 733	40 138
Non sectoriel et autres	2 636	7 623	11 120	8 477	7 783	4 558	4 647	5 374	5 131
Total des produits des activités ordinaires	119 500 \$	159 783 \$	247 595 \$	254 834 \$	149 285 \$	151 917 \$	143 133 \$	173 197 \$	123 744 \$
Résultat net	(5 278)	13 195	41 323	42 997	10 251	5 172	7 526	15 113	6 746
Résultat par action ordinaire – de base	(0,09)\$	0,17 \$	0,55 \$	0,57 \$	0,14 \$	0,08 \$	0,15 \$	0,31 \$	0,14 \$
Résultat par action ordinaire – dilué	(0,09)\$	0,16 \$	0,49 \$	0,51 \$	0,12 \$	0,07 \$	0,14 \$	0,27 \$	0,12 \$

¹⁾ La Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Toutes les informations financières de l'exercice 2012 et des quatre trimestres de l'exercice 2011 sont conformes aux IFRS. Les chiffres des trois trimestres de l'exercice 2010 sont conformes aux PCGR du Canada.

RISQUES

La capacité de la Société de maintenir et d'exercer sa stratégie d'entreprise avec succès est tributaire de la réputation personnelle de ses employés cadres de haut niveau, de leur jugement, de leur aptitude à développer les affaires et de leur compétence en matière de réalisation de projet. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés de clients et pourrait avoir une incidence considérable sur les affaires et les résultats opérationnels de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires ou privilégiées de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation à titre de contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés de Gestion de patrimoine Canaccord sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement par les sociétés émettrices et de la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats opérationnels et la situation financière de Canaccord.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour Canaccord beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de Canaccord. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui : respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorisent la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation auxquels certaines filiales de la Société sont soumises figure à la note 16 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés audités de Canaccord de l'exercice 2011.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2011 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccordfinancial.com/fr/ir/finreports/pages/default.aspx, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2011	31 mars 2011
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		691 114 \$	954 068 \$
Titres détenus	6	1 316 755	947 185
Créances clients	8, 17	3 270 356	2 828 812
Impôts sur le résultat à recevoir		18 776	—
Total de l'actif courant		5 297 001	4 730 065
Actifs d'impôt différé		1 791	1 503
Placement	9	5 934	5 934
Matériel et aménagements des locaux loués		43 120	40 818
Immobilisations incorporelles	11	72 063	73 923
Goodwill	11	245 257	245 257
		5 665 166 \$	5 097 500 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dette bancaire		— \$	13 580 \$
Titres vendus à découvert	6	1 117 268	722 613
Dettes fournisseurs et charges à payer	8, 17	3 657 893	3 551 124
Provisions	20	5 430	6 151
Impôts sur le résultat à payer		—	23 977
Dette subordonnée		15 000	15 000
Total des passifs courants		4 795 591	4 332 445
Impôts différés		6 082	8 163
		4 801 673	4 340 608
Capitaux propres			
Actions privilégiées	13	110 818	—
Actions ordinaires	14	468 313	467 050
Surplus d'apport		49 179	52 167
Résultats non distribués		228 485	238 647
Cumul des autres éléments du résultat global		6 698	(972)
Total des capitaux propres		863 493	756 892
		5 665 166 \$	5 097 500 \$

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

Au nom du conseil d'administration,



PAUL D. REYNOLDS
Administrateur



TERRENCE A. LYONS
Administrateur

Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
		30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Commissions		60 299 \$	63 002 \$	121 327 \$	125 258 \$
Financement de sociétés		29 799	51 236	89 657	107 137
Honoraires de consultation		21 664	13 215	44 195	33 936
Négociation à titre de contrepartiste		(1 379)	9 597	574	15 555
Intérêts		7 590	5 436	15 447	8 580
Divers		1 527	6 799	8 083	10 736
		119 500	149 285	279 283	301 202
CHARGES					
Rémunération au rendement		61 838	70 538	139 452	143 023
Salaires et avantages du personnel		14 163	16 322	31 280	32 138
Frais de négociation		7 742	7 241	16 707	14 946
Locaux et matériel		6 727	6 640	13 559	12 678
Communications et technologie		6 752	6 779	13 141	13 048
Intérêts		1 967	1 673	4 375	2 289
Charges d'administration		16 263	15 990	32 537	31 781
Amortissement		2 947	3 706	5 852	6 990
Frais de développement		5 041	5 787	10 571	11 079
Frais connexes à l'acquisition	10	2 956	—	2 956	10 990
		126 396	134 676	270 430	278 962
Résultat avant impôts sur le résultat		(6 896)	14 609	8 853	22 240
Impôts sur le résultat (recouvrement)	12				
Exigibles		(374)	3 234	2 451	5 880
Différés		(1 244)	1 124	(1 515)	937
		(1 618)	4 358	936	6 817
Résultat net de la période		(5 278) \$	10 251 \$	7 917 \$	15 423 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
De base		76 073	74 235	75 644	70 836
Dilué		83 922	82 976	84 175	79 578
Résultat net par action ordinaire					
De base	14iv	(0,09) \$	0,14 \$	0,08 \$	0,22 \$
Dilué	14iv	(0,09) \$	0,12 \$	0,07 \$	0,19 \$
Dividendes par action ordinaire	15	0,10 \$	0,05 \$	0,20 \$	0,10 \$

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Résultat net de la période	(5 278) \$	10 251 \$	7 917 \$	15 423 \$
Autres éléments du résultat global				
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger	8 359	(186)	7 670	4 390
Résultat global de la période	3 081 \$	10 065 \$	15 587 \$	19 813 \$

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

<i>Aux 30 septembre et pour les semestres clos à ces dates (en milliers de dollars canadiens)</i>	Notes	2011	2010
Actions privilégiées au début de la période		— \$	— \$
Actions émises, nettes des frais d'émission	13	110 818	—
Actions privilégiées à la fin de la période		110 818	—
Actions ordinaires au début de la période		467 050	185 691
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity)		—	271 900
Actions émises en relation avec les paiements fondés sur des actions		4 874	5 162
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(24 719)	(14 688)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages du personnel		12 602	14 518
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Genuity		(606)	—
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		9 112	(4 713)
Actions ordinaires à la fin de la période		468 313	457 870
Surplus d'apport au début de la période		52 167	58 103
Paiements à base d'actions		(1 248)	(8 851)
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Genuity		606	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(2 346)	2 510
Surplus d'apport à la fin de la période		49 179	51 762
Résultats non distribués au début de la période		238 647	158 138
Résultat net de la période		7 917	15 423
Dividendes sur actions ordinaires	15	(16 190)	(8 354)
Dividendes sur actions privilégiées, compte tenu de l'incidence fiscale connexe	15	(1 889)	—
Résultats non distribués à la fin de la période		228 485	165 207
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		(972)	1 301
Autres éléments du résultat global		7 670	4 390
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		6 698	5 691
Capitaux propres		863 493 \$	680 530 \$

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

<i>Pour les semestres clos les (en milliers de dollars canadiens)</i>	Notes	30 septembre 2011	30 septembre 2010
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net de la période		7 917 \$	15 423 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		5 852	6 990
Charge (recouvrement) d'impôt différé		(1 515)	937
Charge de rémunération à base d'actions	16iv	22 553	19 053
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Augmentation des titres détenus		(368 641)	(900 138)
Augmentation des créances clients		(426 889)	(1 012 304)
(Augmentation) diminution des impôts sur le résultat à recevoir		(43 203)	122
Augmentation des titres vendus à découvert		394 224	871 743
Augmentation des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		92 462	947 334
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(317 240)	(50 840)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission d'actions privilégiées de série A, nette des frais d'émission d'actions		110 818	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT		(24 719)	(14 688)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(16 748)	(8 354)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(1 693)	—
Émission d'actions en relation avec les paiements fondés sur des actions		555	—
Diminution des prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits s'acquièrent		(3 945)	(9 589)
Dettes bancaires		(13 580)	35 298
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		50 688	2 667
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et améliorations des locaux loués		(5 604)	(763)
Acquisition de Genuity		—	(37 997)
Passif net acquis auprès de Genuity		—	(11 227)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(5 604)	(49 987)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		9 202	3 216
Diminution de la situation de trésorerie		(262 954)	(94 944)
Situation de trésorerie au début de la période		954 068	731 852
Situation de trésorerie à la fin de la période		691 114 \$	636 908 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts payés		4 145 \$	2 048 \$
Impôts sur le résultat payés		47 075 \$	19 746 \$

Voir les notes des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRISE

Par l'entremise de ses principales filiales, la Financière Canaccord Inc. (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à la Barbade. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Financière Canaccord Inc. a été constituée le 14 février 1997 lorsqu'elle a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); elle est maintenue sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le résultat connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains, australiens, asiatiques et européens, y compris les variations saisonnières.

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et selon les méthodes comptables que la Société s'attend à adopter pour ses états financiers consolidés au 31 mars 2012 et pour l'exercice prenant fin à cette date. La préparation des états financiers consolidés pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012 selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) exige que la Société utilise des normes qui seront en vigueur au 31 mars 2012; celles-ci pourraient toutefois différer des méthodes que la Société a appliquées aux présents états financiers consolidés résumés intermédiaires. Des différences pourraient découler des nouvelles normes, dont la date d'entrée en vigueur est le 31 mars 2012 ou avant, qui seront publiées avant la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012. Auparavant, la Société dressait ses états financiers consolidés annuels et intermédiaires selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la comptabilité d'engagement et sont fondés sur le coût historique, sauf pour certains actifs non courants et instruments financiers qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2011 et pour l'exercice clos à cette date (les états financiers annuels 2011) et en tenant compte de l'information à fournir relative à la transition aux IFRS qui a été incluse aux notes 4 et 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2011 et pour le trimestre clos à cette date. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers annuels 2011.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 10 novembre 2011.

NOTE 3. ADOPTION DE NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS ET DE NORMES ET INTERPRÉTATIONS RÉVISÉES**Instruments financiers**

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Cette norme remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 prescrit une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles de l'IAS 39. L'approche de l'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique de dépréciation, remplaçant ainsi les multiples méthodes de dépréciation de l'IAS 39. L'IFRS 9 a pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

En octobre 2010, l'IASB a publié une version révisée de l'IFRS 9 (IFRS 9 R). La norme révisée contient des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers. L'IFRS 9 R, qui annule et remplace l'IFRS 9, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Son application anticipée est permise. Pour les exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2013, une entité peut choisir d'appliquer l'IFRS 9 R ou l'IFRS 9. L'IASB a confirmé qu'il publiera un exposé-sondage de l'IFRS 9 R au cours de l'année civile 2011 afin d'en reporter la date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015. La société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'IFRS 9 ou de l'IFRS 9 R sur ses états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

L'IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1), a été modifiée par l'IASB en juin 2011 afin d'aligner avec les PCGR des États-Unis la présentation des autres éléments du résultat global. Ceux-ci devront être regroupés dans deux catégories, selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement en résultat net. La possibilité de présenter un seul état du résultat global, ou encore deux états distincts du résultat net et du résultat global demeure. Les modifications à l'IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

Autres normes

L'IASB a en outre publié les normes suivantes en mai 2011. Ces normes s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence qu'auront ces normes nouvelles et modifiées sur ses états financiers consolidés.

IFRS 10, États financiers consolidés (IFRS 10)

L'IFRS 10 remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et l'Interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme présente un modèle unique de consolidation pour l'ensemble des entités fondé sur le contrôle, qui est défini selon que l'investisseur a 1) un pouvoir sur l'autre entité, 2) une exposition, ou des droits, à des rendements variables de cette autre entité, et 3) la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'influencer les rendements de l'entité.

IFRS 11, Partenariats (IFRS 11)

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'Interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement*. Cette norme distingue les partenariats selon qu'ils répondent à la définition d'entreprise commune ou de coentreprise. Une entreprise commune est un partenariat par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Dans le cadre d'une coentreprise, un coentrepreneur comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités courantes et des charges de la coentreprise. Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs nets de celle-ci. Les intérêts dans l'entreprise sont comptabilisés en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (IFRS 12)

L'IFRS 12 établit les informations à fournir relativement aux intérêts détenus dans d'autres entités, comme des partenariats, des entreprises associées, des entités ad hoc et des entités non consolidées.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

L'IFRS 13 est une norme complète qui définit la juste valeur, établit un cadre unique selon les IFRS pour l'évaluation de la juste valeur et détermine les informations à fournir au sujet des évaluations de la juste valeur. Cette nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une opération volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation.

IAS 27, États financiers consolidés et individuels (IAS 27) et IAS 28, Participations dans des entreprises associées (IAS 28)

L'IASB a aussi modifié des normes existantes, notamment l'IAS 27 et l'IAS 28. L'IAS 27 porte sur la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. L'IAS 28 a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour tenir compte des modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13.

NOTE 4. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS

Conformément à la décision prise par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. La Société a choisi comme date de transition le 1^{er} avril 2010 et elle a préparé son état de la situation financière consolidé d'ouverture en IFRS à cette date. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été préparés selon les méthodes comptables décrites à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société au 30 juin 2011 et pour le trimestre clos à cette date.

Pour toutes les périodes jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2011 inclusivement, les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux PCGR du Canada. Par conséquent, la Société préparera pour la première fois selon les IFRS ses états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 mars 2012.

La Société a préparé son état de la situation financière d'ouverture consolidé en IFRS à la date de transition conformément aux dispositions de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Il existe certaines différences entre les PCGR du Canada et les IFRS en ce qui a trait à la comptabilisation de transactions ou événements avant la date de transition aux IFRS, ce qui donne lieu à des ajustements qui peuvent avoir une incidence sur l'état de la situation financière d'ouverture en IFRS. Comme le prescrit l'IFRS 1, ces ajustements sont comptabilisés directement dans les résultats non distribués au 1^{er} avril 2010. De façon générale, les IFRS doivent être appliquées de manière rétrospective, mais l'IFRS 1 prévoit certaines exceptions obligatoires et autres exemptions.

Les notes complémentaires fournissent des renseignements sur les principaux ajustements effectués par la Société lors du redressement de ses capitaux propres, résultat net et résultat global établis selon les PCGR du Canada pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2010.

Exemptions appliquées

L'IFRS 1 permet aux sociétés qui appliquent les IFRS pour la première fois de se prévaloir de certaines exemptions à l'application rétrospective de certaines IFRS au moment de la transition. La Société s'est prévaluée des exemptions suivantes pour son état de la situation financière d'ouverture consolidé en date du 1^{er} avril 2010 :

- Regroupements d'entreprises – L'IFRS 1 prévoit qu'à la première application des IFRS, une société peut décider de ne pas appliquer l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), de manière rétrospective aux regroupements survenus avant la date de transition. La Société a appliqué l'IFRS 3 pour l'acquisition de Genuity et de The Balloch Group Limited (TBG) pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Par conséquent, la société a appliqué l'IFRS 3 pour tous les regroupements d'entreprises survenus après le 1^{er} avril 2010. La Société s'est prévaluée de cette exemption pour toutes les acquisitions qui sont survenues avant le 1^{er} avril 2010.
- Montant cumulé des différences de conversion – L'IFRS 1 permet à une société qui applique les IFRS pour la première fois de ne pas se conformer aux dispositions de l'IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* (IAS 21), pour ce qui est du montant cumulé des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. La Société a choisi de se prévaloir de cette exemption et a ramené à zéro le montant cumulé des différences de conversion et a ajusté les résultats non distribués du même montant à la date de la transition aux IFRS.
- Paiement fondé sur des actions – L'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions* (IFRS 2), n'a pas été appliquée aux paiements fondés sur des actions consentis avant le 7 novembre 2002 ni à ceux consentis après cette date et dont les droits ont été acquis avant le 1^{er} avril 2010.
- Contrats de location – L'IFRS 1 offre à une société qui applique les IFRS pour la première fois l'option de déterminer si un accord existant à la date de transition aux IFRS contient un contrat de location sur la base des faits et des circonstances existant à cette date. La Société a choisi d'utiliser l'information à la date de transition pour déterminer si un accord contient un contrat de location. Ce choix n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation des contrats de location de la Société.

Estimations

Les estimations à la date de transition sont conformes à celles faites antérieurement conformément aux PCGR du Canada, sauf si nécessaire pour refléter toute différence entre les méthodes comptables.

Rapprochement de la situation financière présentée selon les PCGR du Canada et les IFRS

Rapprochement de la situation financière de la Société au 30 septembre 2010 :

Notes	PCGR du Canada	Paiements à base d'actions	Change	Instruments financiers	Provisions	Impôts sur le résultat	IFRS
		A	B	C	D	E	
ACTIF							
Actifs courants							
Trésorerie et équivalents							
de trésorerie	636 908 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	636 908 \$
Titres détenus	1 268 897	—	—	—	—	—	1 268 897
Créances clients	2 987 415	—	—	—	—	—	2 987 415
Impôts sur le résultat à recevoir	5 567	—	—	—	—	—	5 567
Impôts futurs	15 136	—	—	—	—	(15 136)	—
Total des actifs courants	4 913 923	—	—	—	—	(15 136)	4 898 787
Actifs d'impôt différé	—	—	—	—	—	1 076	1 076
Placement	5 000	—	—	1 732	—	—	6 732
Matériel et aménagements							
des locaux loués	37 463	—	—	—	—	—	37 463
Immobilisations incorporelles	75 784	—	—	—	—	—	75 784
Goodwill	242 074	—	—	—	—	—	242 074
	5 274 244 \$	— \$	— \$	1 732 \$	— \$	(14 060) \$	5 261 916 \$
PASSIF							
Passifs courants							
Dettes bancaires	64 733 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	64 733 \$
Titres vendus à découvert	1 236 229	—	—	—	—	—	1 236 229
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 257 737	—	—	—	(5 584)	—	3 252 153
Provisions	—	—	—	—	5 584	—	5 584
Dettes subordonnées	15 000	—	—	—	—	—	15 000
Total des passifs courants	4 573 699	—	—	—	—	—	4 573 699
Impôts différés	21 273	—	—	—	—	(13 586)	7 687
	4 594 972	—	—	—	—	(13 586)	4 581 386
CAPITAUX PROPRES							
Actions ordinaires	457 870	—	—	—	—	—	457 870
Surplus d'apport	52 079	(317)	—	—	—	—	51 762
Résultats non distribués	200 237	317	(35 304)	—	—	(43)	165 207
Cumul des autres éléments du résultat global	(30 914)	—	35 304	1 732	—	(431)	5 691
Total des capitaux propres	679 272	—	—	1 732	—	(474)	680 530
	5 274 244 \$	— \$	— \$	1 732 \$	— \$	(14 060) \$	5 261 916 \$

Rapprochement du résultat net et du résultat (étendu) global présentés selon les PCGR du Canada et les IFRS

Le tableau qui suit fait le rapprochement du résultat net et du résultat étendu de la Société présentés selon les PCGR du Canada avec son résultat net et son résultat global selon les IFRS pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2010.

Notes	Trimestre clos le 30 septembre 2010			Semestre clos le 30 septembre 2010		
	PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS	PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES						
Commissions	63 002 \$	— \$	63 002 \$	125 258 \$	— \$	125 258 \$
Financement de sociétés	51 236	—	51 236	107 137	—	107 137
Honoraires de consultation	13 215	—	13 215	33 936	—	33 936
Négociation à titre de contrepartiste	9 597	—	9 597	15 555	—	15 555
Intérêts	5 436	—	5 436	8 580	—	8 580
Divers	6 799	—	6 799	10 736	—	10 736
	149 285	—	149 285	301 202	—	301 202
CHARGES						
Rémunération au rendement	A 71 823	(1 285)	70 538	144 914	(1 891)	143 023
Salaires et avantages du personnel	16 322	—	16 322	32 138	—	32 138
Frais de négociation	7 241	—	7 241	14 946	—	14 946
Locaux et matériel	6 640	—	6 640	12 678	—	12 678
Communications et technologie	6 779	—	6 779	13 048	—	13 048
Intérêts	1 673	—	1 673	2 289	—	2 289
Charges d'administration	15 990	—	15 990	31 781	—	31 781
Amortissement	3 706	—	3 706	6 990	—	6 990
Frais de développement	A 5 172	615	5 787	10 256	823	11 079
Frais connexes à l'acquisition	—	—	—	10 990	—	10 990
	135 346	(670)	134 676	280 030	(1 068)	278 962
Résultat avant impôts sur le résultat	13 939	670	14 609	21 172	1 068	22 240
Impôts sur le résultat (recouvrement)						
Courants	3 234	—	3 234	5 880	—	5 880
Différés	E 994	130	1 124	706	231	937
	4 228	130	4 358	6 586	231	6 817
Résultat net	9 711 \$	540 \$	10 251 \$	14 586 \$	837 \$	15 423 \$
Autres éléments du résultat global						
net des impôts et des taxes	(186)	—	(186)	4 390	—	4 390
Résultat global	9 525 \$	540 \$	10 065 \$	18 976 \$	837 \$	19 813 \$

Notes au rapprochement de la situation financière au 30 septembre 2010 et aux rapprochements du résultat net et du résultat (étendu) global pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2010**A. Paiements fondés sur des actions**

En vertu des PCGR du Canada, la Société avait l'option de comptabiliser les extinctions des paiements fondés sur des actions lorsqu'elles se produisaient ou d'estimer un taux d'extinction à la comptabilisation initiale. Selon l'ancienne convention comptable, la Société comptabilisait les extinctions lorsqu'elles se produisaient. Selon les IFRS, un taux d'extinction doit être estimé à la comptabilisation initiale. Par suite de la transition, la Société a établi un taux d'extinction fondé sur des données historiques et a calculé l'incidence sur l'amortissement de tous les paiements fondés sur des actions.

Selon les PCGR du Canada, les paiements fondés sur des actions pouvaient être amortis selon une méthode d'amortissement linéaire ou graduelle dans le cas des attributions dont les droits sont acquis de façon graduelle. Selon les IFRS, ces attributions doivent être amorties selon la méthode d'amortissement graduelle.

B. Change

La Société a choisi de se prévaloir de l'exemption de se conformer aux dispositions de l'IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*, pour ce qui est du montant cumulé des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. Par conséquent, la Société a éliminé le montant cumulé des différences de conversion de 35,3 millions de dollars et a ajusté les résultats non distribués du montant correspondant à la date de transition aux IFRS.

C. Instruments financiers

Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés au coût selon les PCGR du Canada. Toutefois, selon les IFRS, les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable. Selon les PCGR du Canada, l'investissement de la Société dans le système de négociation parallèle Alpha est désigné disponible à la vente et est comptabilisé au coût. Selon les IFRS, l'investissement doit être comptabilisé à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable, et les profits et les pertes latents doivent être comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. La direction a établi qu'une évaluation fiable de la juste valeur peut être effectuée, et le rajustement à la juste valeur a été comptabilisé en conséquence.

D. Provisions

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilisait les montants liés aux passifs éventuels, qui sont inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer, conformément aux critères de comptabilisation applicables. Ces montants seraient considérés comme des provisions selon les IFRS et doivent être présentés séparément à l'état de la situation financière consolidé. Selon les IFRS, il faut également que la provision courante soit séparée de la provision non courante.

E. Impôts sur le résultat

Aucune différence importante n'a été relevée dans la méthode de calcul des provisions pour l'impôt exigible et l'impôt différé. Les divers ajustements transitionnels décrits ci-dessus entraînent des ajustements de la valeur comptable des comptes correspondants qui donnent lieu à des différences temporelles ajustées. Par suite du passage aux IFRS, la Société a recalculé le passif d'impôt différé à partir des soldes révisés à l'aide d'un taux d'impôt de 24,9 %. De plus, selon les IFRS, l'impôt différé doit être classé comme non exigible tandis qu'il était classé comme exigible ou non exigible selon la nature des différences temporelles selon les PCGR du Canada.

Selon les IFRS, les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

F. Ajustements importants au tableau des flux de trésorerie

Il n'y a pas eu d'incidence importante sur la présentation du tableau des flux de trésorerie consolidé de la Société pour le semestre clos le 30 septembre 2010. Les ajustements comprennent les incidences sur le résultat global et les éléments opérationnels sans effet de trésorerie du fait des ajustements liés à la transition décrits ci-dessus.

NOTE 5. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus avec les méthodes comptables présentées aux notes 2 et 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société au 30 juin 2011 et pour le trimestre clos à cette date. La section qui suit donne des renseignements additionnels sur la comptabilisation des produits tirés des commissions.

Comptabilisation des produits

Les produits tirés des commissions comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilisation d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les valeurs achetées aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés dans les produits des commissions. Les pertes de facilitation pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2011 ont totalisé 7,6 millions \$ et 20,2 millions \$ (6,4 millions \$ et 14,6 millions \$ au 30 septembre 2010).

NOTE 6. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

	30 septembre 2011		31 mars 2011	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	1 223 060 \$	1 101 406 \$	816 363 \$	689 509 \$
Actions et débetures convertibles	93 695	15 862	130 822	33 104
	1 316 755 \$	1 117 268 \$	947 185 \$	722 613 \$

Au 30 septembre 2011, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2011 à 2060 (de 2011 à 2060 au 31 mars 2011) et portaient intérêt à des taux allant de 0,50 % à 14,00 % (de 0,50 % à 14,00 % au 31 mars 2011).

NOTE 7. INSTRUMENTS FINANCIERS

Une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur de divers instruments financiers est présentée ci-dessous. La hiérarchie se compose des niveaux suivants : le niveau 1 fait appel à des données fondées sur les cours; le niveau 2, à des données observables autres que les cours; et le niveau 3, à des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	30 septembre 2011	Juste valeur estimative		
		30 septembre 2011		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	691 114 \$	691 114 \$	— \$	— \$
Titres détenus ¹	1 316 755	1 309 451	6 702	602
Placement	5 934	—	—	5 934
Titres vendus à découvert	1 117 268	1 117 268	—	—

¹⁾ Les titres détenus comprennent un placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) de 602 \$ et des bons de souscription de courtiers de 6 702 \$.

	31 mars 2011	Juste valeur estimative		
		31 mars 2011		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068 \$	954 068 \$	— \$	— \$
Titres détenus ¹	947 185	932 073	14 321	791
Placement	5 934	—	—	5 934
Titres vendus à découvert	722 613	722 613	—	—

¹⁾ Les titres détenus comprennent un placement dans des titres de PCAA de 791 \$ et des bons de souscription de courtiers de 14 321 \$.

Prêt et emprunt de titres

	Trésorerie		Titres	
	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
30 septembre 2011	81 478 \$	56 738 \$	54 025 \$	79 106 \$
31 mars 2011	117 187	51 364	52 075	119 295

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer à l'état de la situation financière.

NOTE 8. CRÉANCES CLIENTS ET DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER**Créances clients**

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Courtiers en valeurs mobilières	2 038 847 \$	1 426 005 \$
Clients	649 836	789 896
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	513 058	553 802
Divers	68 615	59 109
	3 270 356 \$	2 828 812 \$

Dettes fournisseurs et charges à payer

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Courtiers en valeurs mobilières	2 237 732 \$	1 649 601 \$
Clients	1 289 411	1 642 532
Divers	130 750	258 991
	3 657 893 \$	3 551 124 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des opérations de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 septembre 2011, et respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2011).

Au 30 septembre 2011, la provision pour créances douteuses était de 12,1 millions \$ (12,0 millions \$ au 31 mars 2011).

NOTE 9. PLACEMENT

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Disponible à la vente	5 934 \$	5 934 \$

La Société a investi 5,0 millions \$ dans une société en commandite dans le cadre de son initiative visant la mise en place d'un système de négociation parallèle Alpha. Le placement est comptabilisé à la juste valeur, calculée selon une approche axée sur le marché.

NOTE 10. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 31 juillet 2011, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd (BGF), société indépendante offrant des services de financement de sociétés située en Australie et comptant des bureaux à Melbourne, à Sydney et à Hong Kong. L'opération a été réalisée le 1^{er} novembre 2011 moyennant une contrepartie composée de 623 796 actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 5,7 millions \$ (5,5 millions \$ AU) et d'un montant en trésorerie de 36,5 millions \$ (34,7 millions \$ AU). Les actions émises ont une valeur de 9,20 \$ l'action selon le cours de clôture au 1^{er} novembre 2011, soit la date de clôture de l'opération, conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises en contrepartie partielle du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans. Par suite de la réalisation de l'opération, BGF a été renommée Canaccord BGF (note 21).

La convention d'achat octroie à la Société une option d'achat de la participation de 50 % restante dans BGF. L'option pourra être exercée par la Société sur une période de trois mois débutant le 1^{er} novembre 2016 à un prix devant être fixé à ce moment-là, selon les profits réalisés par Canaccord BGF.

Les coûts passés en charges dans le cadre de cette opération ont totalisé 1,4 million \$ pour la période de six mois close le 30 septembre 2011. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et de consultation.

La Société est en train de déterminer la répartition du prix d'acquisition à l'égard de cette acquisition. La répartition provisoire sera présentée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour la période de neuf mois prenant fin le 31 décembre 2011.

En outre, la Société a engagé et passé en charges des coûts de 1,5 million \$ liés aux honoraires professionnels et de consultation se rapportant à des projets d'acquisition non réalisés.

NOTE 11. GOODWILL ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Immobilisations incorporelles identifiables					Total
	Goodwill	Marques	Relations clients	Carnet de commandes	Ententes de non-concurrence	
Montant brut						
Solde au 1 ^{er} avril 2010	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Ajouts – Genuity	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Ajouts – TBG	3 183	—	—	—	—	—
Dépréciation	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2011	245 257	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Dépréciation	—	—	—	—	—	—
Solde au 30 septembre 2011	245 257	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} avril 2010	—	—	—	—	—	—
Pour l'exercice clos le 31 mars 2011						
Amortissement	—	—	(2 172)	(1 633)	(1 322)	(5 127)
Dépréciation	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2011	—	—	(2 172)	(1 633)	(1 322)	(5 127)
Pour le semestre clos le 30 septembre 2011						
Amortissement	—	—	(1 156)	—	(704)	(1 860)
Dépréciation	—	—	—	—	—	—
Solde au 30 septembre 2011	—	—	(3 328)	(1 633)	(2 026)	(6 987)
Valeur comptable nette						
31 mars 2011	245 257	44 930	23 278	—	5 715	73 923
30 septembre 2011	245 257	44 930	22 122	—	5 011	72 063

Test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill et la marque acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity ont été attribués à la division canadienne de l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity. Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans le cadre de l'acquisition de TBG a été attribué à la division asiatique de l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity.

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable. La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. En présence d'un tel indice, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable.

Aucun changement de situation ni aucun événement n'indiquait que la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles avait été dépréciée au 30 septembre 2011. Par conséquent, aucun test de dépréciation intermédiaire n'a été effectué. Le test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sera effectué le 31 mars 2012, en supposant qu'aucun changement de situation ni événement n'exigera que le test de dépréciation soit devancé.

NOTE 12. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôts sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné ou le taux d'impôt de l'État du fait des éléments qui suivent :

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Impôts sur le résultat au taux prévu par la loi (25,7 % à l'exercice 2012; 27,9 % à l'exercice 2011)	(1 767) \$	4 026 \$	2 272 \$	6 141 \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(286)	(197)	51	(49)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	854	309	1 333	912
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	(1 731)	334	(2 032)	1 050
Variation de l'actif d'impôt différé – période de résorption des différences temporelles	(285)	230	(655)	257
Utilisation de pertes fiscales et autres différences temporelles antérieurement non comptabilisées	1 597	(344)	(33)	(1 494)
Charge d'impôts sur le résultat – courante et différée	(1 618) \$	4 358 \$	936 \$	6 817 \$

NOTE 13. ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Le 15 avril 2011, les actionnaires de la Société ont approuvé des modifications à ses statuts constitutifs afin de modifier le capital autorisé de la Société en créant une catégorie additionnelle d'actions privilégiées. La Société dispose d'un nombre illimité d'actions privilégiées autorisées sans valeur nominale.

Le 23 juin 2011, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série A à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25 \$ par action, pour un produit brut de 100 millions \$. Le 7 juillet 2011, la Société a annoncé la clôture de l'option de surallocation, et 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires ont été vendues au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 13,5 millions \$.

Au 30 septembre 2011, le produit net total après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'élevait à 110,8 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si on en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les «actions privilégiées de série B»), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

NOTE 14. ACTIONS ORDINAIRES

	30 septembre 2011		31 mars 2011	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émis et entièrement libéré	538 144 \$	83 321 696	533 876 \$	82 809 623
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(26 911)	(3 506 816)	(36 018)	(4 501 992)
Actions détenues dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(42 920)	(3 582 556)	(30 808)	(2 903 991)
	468 313 \$	76 232 324	467 050 \$	75 403 640

i] Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii) Émis et entièrement libéré

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 1 ^{er} avril 2010	55 571 133	254 553 \$
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity	26 500 000	271 900
Actions émises dans le cadre des régimes de paiement fondé sur des actions (note 16)	823 144	7 969
Actions annulées	(84 654)	(546)
Solde au 31 mars 2011	82 809 623	533 876
Actions émises dans le cadre des régimes de paiement fondé sur des actions (note 16)	571 121	4 874
Actions annulées	(59 048)	(606)
Solde au 30 septembre 2011	83 321 696	538 144 \$

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2011, la Société a annulé 59 048 actions placées en main tierce qui avaient été émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

La Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) afin de permettre l'achat d'un maximum de 2 000 000 de ses actions ordinaires par l'entremise du TSX du 13 juin 2011 au 12 juin 2012. L'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA permettra à la Société d'acquiescer des actions aux fins d'annulation. Les actions qui peuvent être rachetées représentent 2,4 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA entre le 13 juin 2011 et le 30 septembre 2011.

iii) Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social.

Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et les valeurs non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv) Résultat par action ordinaire

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Résultat de base par action ordinaire				
Résultat net de la période	(5 278) \$	10 251 \$	7 917 \$	15 423 \$
Dividendes sur actions privilégiées, compte tenu de l'incidence fiscale connexe	(1 799)	—	(1 889)	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(7 077) \$	10 251 \$	6 028 \$	15 423 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	76 073 220	74 235 155	75 644 041	70 836 180
Résultat de base par action	(0,09) \$	0,14 \$	0,08 \$	0,22 \$
Résultat dilué par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(7 077) \$	10 251 \$	6 028 \$	15 423 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	76 073 220	74 235 155	75 644 041	70 836 180
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	3 506 816	4 744 750	3 506 816	4 744 750
Effet dilutif des options sur actions (nombre)	366 049	184 745	576 922	152 550
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel (nombre) (note 15)	3 653 908	3 476 002	3 947 604	3 526 132
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) (note 15)	321 992	335 047	499 771	317 966
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	83 921 985	82 975 699	84 175 154	79 577 578
Résultat dilué par action ordinaire	(0,09) \$	0,12 \$	0,07 \$	0,19 \$

NOTE 15. DIVIDENDES

Dividendes sur actions ordinaires

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants pour le semestre clos le 30 septembre 2011 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividende
3 juin 2011	15 juin 2011	0,10 \$	8 416 \$
26 août 2011	15 septembre 2011	0,10 \$	8 332 \$

Le 10 novembre 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 décembre 2011 aux actionnaires ordinaires inscrits le 2 décembre 2011 (note 21).

Dividendes sur actions privilégiées

Le 3 août 2011, le conseil a approuvé un dividende en espèces initial de 0,37295 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 16 septembre 2011. Le total du dividende versé s'est inscrit à 1 693 \$.

Le 10 novembre 2011, le conseil a également approuvé un dividende en espèces initial de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 janvier 2012 aux actionnaires inscrits le 16 décembre 2011 (note 21).

NOTE 16. RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

i) Options sur actions

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquièrent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans à partir de la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un licenciement motivé); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il a été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgaration. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur du marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,83 \$ au 30 septembre 2011.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société au 30 septembre 2011, et des variations survenues au cours des périodes closes à ces dates :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 1 ^{er} avril 2010	2 449 993	9,91 \$
Attribuées	150 000	8,39
Exercées	(58 659)	9,47
Solde au 31 mars 2011	2 541 334	9,82
Attribuées	—	—
Exercées	(58 659)	(9,47)
Solde au 30 septembre 2011	2 482 675	9,83 \$

Le tableau suivant présente le sommaire des options sur actions en cours au 30 septembre 2011 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
23,13 \$	100 000	2,62 années	23,13 \$	100 000	23,13 \$
7,21–9,48	2 382 675	4,89 années	9,27	135 091	8,38
7,21–23,13 \$	2 482 675	4,80 années	9,83 \$	235 091	13,40 \$

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. La volatilité se fonde sur la tendance historique des cours de l'action de la Société. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

ii) Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants suivant l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Il y a eu 2 319 479 UATI (2 713 726 UATI au 31 mars 2011) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours du semestre clos le 30 septembre 2011. La fiducie a acquis 1 807 491 million (1 695 553 million au 31 mars 2011) d'actions ordinaires au cours de la période close le 30 septembre 2011.

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur le cours moyen pondéré selon le volume à la date d'attribution et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours du semestre clos le 30 septembre 2011 s'est établie à 13,39 \$ (9,77 \$ au 31 mars 2011).

	Nombre
Attributions en cours au 1 ^{er} avril 2010	5 317 945
Attributions	2 713 726
Actions dont les droits sont acquis	(2 680 631)
Actions auxquelles il a été renoncé	(95 212)
Attributions en cours au 31 mars 2011	5 255 828
Attributions	2 319 479
Actions dont les droits sont acquis	(1 641 388)
Actions auxquelles il a été renoncé	(27 139)
Attributions en cours au 30 septembre 2011	5 906 780

	Nombre
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 1 ^{er} avril 2010	3 201 274
Actions acquises	1 695 553
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 992 836)
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 31 mars 2011	2 903 991
Actions acquises	1 807 491
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 128 926)
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 30 septembre 2011	3 582 556

iii) Unités d'actions différées

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération soit ainsi versée, et peuvent préciser la répartition de leur rémunération qui sera versée sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsque l'administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, de même que le montant équivalant au nombre d'UAD versées multiplié par le cours de clôture à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2011, la Société a attribué 12 198 UAD. La valeur comptable du passif lié aux UAD au 30 septembre 2011 était de 116 \$.

iv] Charge de rémunération à base d'actions

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Options sur actions	361 \$	456 \$	762 \$	891 \$
Charge liée au RILT	7 210	4 450	14 770	10 776
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires (note 14 iii)	3 009	3 679	6 905	7 386
Unités d'actions différées	116	—	116	—
Total de la charge de rémunération à base d'actions	10 696 \$	8 585 \$	22 553 \$	19 053 \$

NOTE 17. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui tiré de l'ensemble des activités de Canaccord.

Les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec des membres de la direction :

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Créances clients	— \$	29 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	23 334	24 754

NOTE 18. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et autres établissements étrangers, et aux États-Unis.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats opérationnels.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, du fait qu'il se rapporte à l'acquisition de Genuity. Les méthodes comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2011 et pour le trimestre clos à cette date. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. Les impôts sur le résultat sont gérés au niveau de la Société et ne sont pas attribués aux secteurs opérationnels. Tous les produits et le profit opérationnel sont tirés de clients externes.

Pour les trimestres clos les

	30 septembre 2011				30 septembre 2010			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	67 625 \$	44 041 \$	244 \$	111 910 \$	95 652 \$	41 983 \$	6 214 \$	143 849 \$
Produits d'intérêts	1 827	3 371	2 392	7 590	1 311	2 556	1 569	5 436
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	64 462	34 715	14 308	113 485	70 791	35 538	17 181	123 510
Amortissement	2 057	554	336	2 947	2 788	575	343	3 706
Frais de développement	2 536	1 978	527	5 041	2 786	2 425	576	5 787
Charges d'intérêts	1 514	80	373	1 967	1 249	63	361	1 673
Frais connexes à l'acquisition	1 443	—	1 513	2 956	—	—	—	—
Résultat avant impôts sur le résultat	(2 560) \$	10 085 \$	(14 421) \$	(6 896) \$	19 349 \$	5 938 \$	(10 678) \$	14 609 \$

Pour les semestres clos les

	30 septembre 2011				30 septembre 2010			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	163 198 \$	95 432 \$	5 206 \$	263 836 \$	195 823 \$	86 888 \$	9 911 \$	292 622 \$
Produits d'intérêts	3 631	6 763	5 053	15 447	1 292	4 858	2 430	8 580
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	138 573	75 510	32 593	246 676	141 327	71 928	34 359	247 614
Amortissement	3 859	1 195	798	5 852	5 136	1 194	660	6 990
Frais de développement	5 686	3 957	928	10 571	5 275	4 858	946	11 079
Charges d'intérêts	3 422	182	771	4 375	1 451	121	717	2 289
Frais connexes à l'acquisition	1 443	—	1 513	2 956	10 990	—	—	10 990
Résultat avant impôts sur le résultat	13 846 \$	21 351 \$	(26 344) \$	8 853 \$	32 936 \$	13 645 \$	(24 341) \$	22 240 \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans les autres établissements étrangers. Le tableau suivant présente les produits de la Société par secteur géographique.

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Canada	91 743 \$	109 493 \$	214 833 \$	218 411 \$
Royaume-Uni	9 338	18 338	18 584	34 783
États-Unis	18 586	21 093	45 781	47 799
Autres établissements étrangers	(167)	361	85	209
	119 500 \$	149 285 \$	279 283 \$	301 202 \$

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique.

	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Autres établissements étrangers	Total
Au 30 septembre 2011					
Matériel et aménagements des locaux loués	30 979 \$	3 757 \$	8 085 \$	299 \$	43 120 \$
Goodwill	242 074	—	—	3 183	245 257
Actifs non courants	352 136	4 612	7 897	3 520	368 165
Au 31 mars 2011					
Matériel et aménagements des locaux loués	30 596	4 079	5 896	247	40 818
Goodwill	242 074	—	—	3 183	245 257
Actifs non courants	353 755	5 052	5 166	3 462	367 435

NOTE 19. GESTION DU CAPITAL

La Société a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 30 septembre 2011 et 31 mars 2011.

Type de capital	30 septembre 2011	31 mars 2011
Actions privilégiées	110 818 \$	— \$
Actions ordinaires	468 313	467 050
Surplus d'apport	49 179	52 167
Résultats non distribués	228 485	238 647
Cumul des autres éléments du résultat global	6 698	(972)
Capitaux propres	863 493	756 892
Dette subordonnée	15 000	15 000
	878 493 \$	771 892 \$

NOTE 20. PROVISIONS ET ÉVENTUALITÉS

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de bilan, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions préexistantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours du semestre clos le 30 septembre 2011 :

Solde au 31 mars 2011	6 151 \$
Ajouts	871
Utilisées	(1 191)
Recouvrements	(401)
Solde au 30 septembre 2011	5 430 \$

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Au cours de la période close le 30 septembre 2011, il n'y a pas eu de changement important aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à celles décrites à la note 17 des états financiers consolidés annuels audités de 2011, à l'exception de ce qui suit :

La Corporation Canaccord Genuity, entre autres, est la codéfenderesse désignée dans un recours collectif présenté à la Cour supérieure de justice de l'Ontario en 2010. La demanderesse réclame, entre autres, des dommages-intérêts en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)* s'élevant à 50 millions \$ ainsi que des dommages-intérêts punitifs d'un montant de 5 millions \$, alléguant certaines informations trompeuses présentées dans un prospectus déposé par Allen-Vanguard Inc., dans le cadre duquel Canaccord, parmi d'autres, a agi à titre de preneur ferme. La demanderesse a convenu de rejeter le recours collectif.

NOTE 21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN**i) Acquisition de BGF**

Comme il a été annoncé le 31 juillet 2011, la Société a conclu une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF. Cette opération a été clôturée le 1^{er} novembre 2011, et BGF a été renommée Canaccord BGF (note 10).

ii) Dividendes

Le 10 novembre 2011, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 décembre 2011 aux actionnaires inscrits le 2 décembre 2011. La Société a également déclaré un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 janvier 2012 aux actionnaires inscrits le 16 décembre 2011.

Renseignements à l'intention des actionnaires

SIÈGE SOCIAL

Adresse du bureau

Financière Canaccord Inc.
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada

Adresse postale

P.O. Box 10337
Pacific Centre
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2 Canada

INSCRIPTION EN BOURSE

Actions ordinaires :
Bourse de Toronto : CF
AIM : CF.

Actions privilégiées :
Bourse de Toronto : CF.PR.A.

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ

www.canaccordfinancial.com

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Relations avec les investisseurs

Suite 3000 – 161 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416-869-7293
Télécopieur : 416-947-8343
Courriel : investor.relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ANALYSTES

Scott Davidson

Vice-président à la direction et chef mondial,
Développement de l'entreprise et stratégie
Téléphone : 416-869-3875
Courriel : scott.davidson@canaccord.com

Le rapport annuel 2011 de Financière Canaccord est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com.
Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

DATES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES ET DE PUBLICATION DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE 2012 ¹

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/12	4 août 2011	16 septembre 2011	30 septembre 2011	26 août 2011	15 septembre 2011
T2/12	10 novembre 2011	16 décembre 2011	3 janvier 2012	2 décembre 2011	15 décembre 2011
T3/12	9 février 2012	16 mars 2012	2 avril 2012	2 mars 2012	15 mars 2012
T4/12	23 mai 2012	15 juin 2012	3 juillet 2012	1 ^{er} juin 2012	15 juin 2012

¹) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

Services aux investisseurs

Computershare Inc.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1-800-564-6253
International : 514-982-7555
Télécopieur : 1-866-249-7775
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416-263-9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

INFORMATION FINANCIÈRE

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

SERVICES DE RÉDACTION

The Works Design Communications Ltd.

